



Signe typographique qui représente la conjonction de coordination "et"



## Tisser la toile de l'émancipation?

|  |           |
|--|-----------|
| <b>EDITO</b>   | <b>3</b>  |
| <b>ANALYSE</b>   |           |
| <b>Tisser la toile de l'émancipation?</b>                      |           |
| Les médias numériques comme outils de démocratie participative | <b>4</b>  |
| Web radios: émancipation et participation en toile de fond?    | <b>7</b>  |
| Quatre millions de personnes connectées à Facebook ET NOUS?    | <b>10</b> |
| <b>MOUVEMENT EN CAMPAGNE</b>                                   |           |
| Des défis qui nous rassemblent au Nord et au Sud...            | <b>12</b> |
| Femmes boliviennes: entre violence et émancipation             | <b>15</b> |
| La FOPES, un Master en politique économique et sociale         | <b>18</b> |
| Quand les femmes parlent du temps...                           | <b>18</b> |
| Contre la dégressivité du chômage, une honte pour les femmes!  | <b>19</b> |
| <b>ENQUÊTE</b>   | <b>17</b> |
| <b>VIE DE L'ISCO</b>   |           |
| Rapport d'activités ISCO 2011-2012                             | <b>20</b> |
| <b>MÉMOIRE EN RÉSUMÉ</b>                                       | <b>24</b> |
| <b>EN RÉGIONS</b>  | <b>25</b> |
| <b>EN BREF</b>   | <b>26</b> |
| <b>AGENDA</b>  | <b>27</b> |



© REPORTAGE PHOTO &amp; 72

**C**ent fois chantées amoureusement, mille fois traversées distraitemment, arpentées de gens en attente, envahies de voyageurs déjà ailleurs, ignorantes des travailleurs qui y partent ou y restent, rêvées par les architectes, les peintres et les écrivains, îles des odeurs éphémères et archipels des rencontres fugaces, aspirations au voyage, les gares s'embarquent avec entrain... dans nos pages loin du train-train quotidien. ■

**Comité de rédaction:**

Stéphanie Baudot, Christian Boucq, Virginie Delvaux, Perrine Detober, France Huart (coordination), Florence Moussiaux, Michèle Stessel, Nicole Tinant

**Secrétariat:**

Francine Baillet, Rita D'Agaro, Lysiane Mettens

**Ont participé à ce numéro:**

Stéphanie Baudot, Paul Blanjean, Périne Brotcorne, Christian Boucq, Anne Dekeyser, Virginie Delvaux, Graziella Fortino, France Huart, Delphine Latawiec, Florence Loriaux, Philippe Taquet

**Photos:**

P-Y Cornélis, France Huart, Brigitte Lebleu, Florence Moussiaux, Solidarité Mondiale, Philippe Taquet

**CIEP communautaire:**

Tél: 02/246.38.41, 42, 43 - Fax: 02/246.38.25  
Courriel: communautaire@ciep.be

**Editeur responsable:**

Virginie Delvaux  
Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

**Design:**

DCL PRINTERS - Courriel: dcl.printers@skynet.be  
Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

# S e connecter pour agir?

PAR VIRGINIE DELVAUX,  
DIRECTRICE DU  
CIEP-ISCO

**L**e terme «réseau social» définit un ensemble d'acteurs reliés par des interactions sociales. Cette notion est donc loin d'être neuve mais, depuis presque dix ans maintenant, elle fait surtout référence au développement de la technologie numérique, via des outils Internet comme *Facebook*, *Twitter*, *Youtube*, etc.

Pour les associations, collectifs citoyens, mouvements sociaux comme les nôtres, se pose alors cette question incontournable: ces nouvelles formes de communication et de mise en lien sont-elles de réelles opportunités pour agir efficacement sur la société?

Les exemples ne manquent pas pour illustrer ces nouvelles formes d'expression collective. Voici quelques-uns acceptant les controverses que certaines de ces expériences ont suscitées:

- La création du site [www.lapetition.be](http://www.lapetition.be) dans les années 2000, qui permet de diffuser gratuitement et simplement une pétition. Ainsi, d'un simple «clic», il vous est possible de soutenir des causes écologiques, politiques, culturelles, des droits de l'Homme, mais aussi des appels à l'aide en tout genre;
- La campagne d'occupation virtuelle du 16 rue de la loi au début 2011 en réaction à la crise politique belge<sup>1</sup>;

- Le développement de collectifs d'internautes comme «Anonymous» agissant de manière virtuelle et physique sur des questions touchant, selon eux, à la liberté d'expression;
- La création d'*Ubi Free*, un syndicat virtuel français développé fin des années 1990 par des travailleurs français de l'entreprise Ubi Soft en réaction à l'absence de structures sociales au sein de l'entreprise;
- Les performances de Sarah Maple<sup>2</sup>, artiste féministe provocante utilisant ces nouveaux canaux de communication pour interpeller l'opinion publique;
- Sans oublier «les printemps arabes» et les nombreux questionnements sur le rôle joué par les réseaux sociaux dans l'organisation de ces manifestations.

Ces actions ne sont qu'un échantillon non représentatif de la diversité des causes défendues par des initiatives plus originales et interpellantes les unes que les autres. Dès lors, s'il paraît assez sensé de constater que l'utilisation d'Internet permet d'énoncer publiquement une révolte, un manque, une frustration, peut-on pour autant parler d'actions collectives organisées?

*L'Esperluette* a choisi d'aborder ce sujet comme une porte ouverte vers des expériences développées dans différentes fédérations CIEP, avec la volonté de conserver un regard critique sur l'opportunité d'exister dans cet espace virtuel.

Il est d'ailleurs assez vraisemblable que ces types de sujets occuperont encore nos réflexions et débats. En cette fin d'année sociale, nous vous proposons donc un sujet que nous aurons très certainement l'occasion de développer dans les années à venir.

En attendant le plaisir de vous retrouver à la rentrée, je vous souhaite un été doux et chaud qui vous permettra de «déconnecter» du train-train quotidien! ■





# Tisser la toile de l'émancipation?

## Les médias numériques comme outils de démocratie participative

PAR PÉRINE BROTCORNE, CHARGÉE DE RECHERCHES AU CENTRE DE RECHERCHE TRAVAIL & TECHNOLOGIES DE LA FONDATION TRAVAIL-UNIVERSITÉ

**D**epuis quelques années, le rôle des médias numériques -en particulier, celui d'Internet- dans la transformation des formes de démocratie et de participation citoyenne constitue un débat en vogue. Fortes de leur succès, les notions de «participation citoyenne», de «e-démocratie» et/ou de «citoyenneté numérique» sont utilisées tous azimuts sans que leur sens ne soit toujours clairement défini et leurs enjeux unanimement partagés. Cet article propose de mieux cerner les enjeux du débat actuel ainsi que les contours de ces notions.

Personne ne le contestera, la diffusion des outils interactifs et collaboratifs dits du Web 2.0, comme Facebook, Twitter, Youtube par exemple, donne aux débats publics une dimension inédite: permettre à tous les internautes «ordinaires» de s'exprimer sur la toile et de prendre ainsi la parole en public. Autrement dit, le Web dans sa version 2.0 a permis de démocratiser l'expression publique en rendant visibles des manières plus libérées de s'exprimer. Qu'elles soient drôles ou sarcastiques, intimes ou poétiques, émotionnelles ou ration-

nelles, ces nouvelles façons de parler sur la toile ont en commun de ne pas se soucier des exigences imposées par le format habituel de l'expression à caractère public, comme la neutralité du ton par exemple. L'arrivée de ces formes nouvelles de prises de parole a ainsi conduit à ce que l'on appelle, l'élargissement de l'espace public traditionnel<sup>1</sup>.

### DEUX ENJEUX MAJEURS

Le phénomène d'élargissement de l'espace public soulève des questions importantes liées à une redistribution des rôles et du pouvoir, non seulement entre gouvernants et gouvernés, mais aussi plus largement entre les professionnels de l'information, comme les journalistes d'une part, et les amateurs, auteurs de propos en tout genre, d'autre part.

C'est d'abord autour de la question politique que les débats se sont focalisés. L'entrée de la démocratie dans l'ère numérique est vite apparue comme une voie prometteuse, non pour renverser radicalement la relation entre élus et citoyens mais, du moins, pour revoir le «rapport de force» traditionnel. Il est vrai que les récents outils du Web 2.0 offrent des possibilités inédites en termes de redistribution des rôles: tous les citoyens peuvent désormais échanger de façon plus rapide et personnalisée avec les pouvoirs publics, ils peuvent discuter, critiquer les politiques publiques et voire même parfois co-participer à leur élaboration. L'amélioration potentielle de la qualité de ce

dialogue grâce aux technologies numériques pourrait ainsi donner davantage de transparence à la gouvernance, ce qui renforcerait sa légitimité et la confiance envers les élus et les institutions. Toutefois, ce renouvellement potentiel de l'engagement «citoyen», facilité par les outils numériques, ne se limite pas seulement à la sphère politique. Il a trait aussi à la vie sociale en général. Ainsi, aujourd'hui, «n'importe qui» peut s'exprimer sur la toile. Cette diversité des formes d'expression et d'échanges mène souvent à une superposition des discussions d'ordre privé et public. Ce «mélange» de genres peut faire apparaître des types inédits de convivialité et de solidarité qui prennent appui sur les outils numériques pour se rendre visibles. Ainsi voit-on naître à l'échelle des quartiers des actions collectives citoyennes autour ou grâce au numérique. De telles initiatives font émerger une dynamique d'échanges de connaissances et/ou de valeurs communes, ce qui renforce la cohésion sociale sur un territoire donné.

### PARTICIPATION CITOYENNE ET DÉMOCRATIQUE: QUELLE DIFFÉRENCE?

A la lumière de ces enjeux, il est dès lors utile de bien distinguer la participation citoyenne de celle plus strictement démocratique.

Liée, à l'origine, à l'implication dans la sphère politique, la notion de participation citoyenne a progressivement évolué pour s'étendre, de manière

plus large, à l'engagement des citoyens dans une action collective d'intérêt général qui améliore le «vivre ensemble» entre les citoyens eux-mêmes et/ou entre eux et les acteurs locaux (notamment les associations, les collectifs) au sein d'un territoire. Qu'il s'agisse de se porter volontaire dans une association, de se mobiliser lors d'une manifestation sociale ou de soutenir le folklore local, toute implication dans une activité collective d'intérêt général est un acte de participation citoyenne. Elle dépasse ainsi largement celle liée à la sphère politique et signifie participer à l'amélioration du «vivre ensemble» en société.

La participation démocratique constitue, quant à elle, la dimension politique de la participation citoyenne. Elle concerne l'implication des citoyens dans les débats et les actions, qui sont traditionnellement du ressort des élus, et cela notamment à travers les mécanismes de la démocratie participative (panels citoyens, conseils de quartiers, budgets participatifs, etc.). La particularité de ce mécanisme est d'associer les «savoirs d'expérience» des citoyens ordinaires aux «compétences» des experts politiques lors des processus de décision.

La démocratie participative peut se manifester dans divers champs de la société et à différents échelons du pouvoir. C'est toutefois au niveau local que ces dispositifs sont les plus «vivants» du fait de leur proximité avec les citoyens. En Belgique, comme dans les autres pays européens, la démocratie est avant tout

représentative, puisque les citoyens sont représentés par les élus. Les dispositifs de participation sont donc souvent consultatifs et ne remplacent pas les outils traditionnels de démocratie en place. Ils agissent de façon complémentaire. Ainsi, les deux formes de démocratie -représentative et participative- se renforcent mutuellement afin de rendre en quelque sorte les citoyens et les élus co-responsables de la Cité et tout ce qu'il s'y passe<sup>2</sup>.

### ET LA «E-CITOYENNETÉ» DANS TOUT ÇA?

On entend alors par «e-citoyenneté» ou «citoyenneté numérique» l'ensemble des activités menées par le biais des technologies numériques qui facilitent les pratiques existantes ou créent de nouvelles pratiques dans le champ de la «participation citoyenne» au sens large du terme. Autrement dit, cette notion renvoie à l'idée selon laquelle les réseaux numériques sont susceptibles de développer voire de renforcer la participation des citoyens à la vie sociale en général, dont la vie politique. Si on veut affiner un peu, la notion de «e-démocratie» renvoie alors, en particulier, à l'usage des technologies numériques dans le cadre d'activités politiques ou en lien direct avec le débat public tandis que celle de «e-citoyenneté» se réfère aux activités plus larges d'expression, d'échanges et/ou d'implication citoyennes.

### QUID DE LA PARTICIPATION?

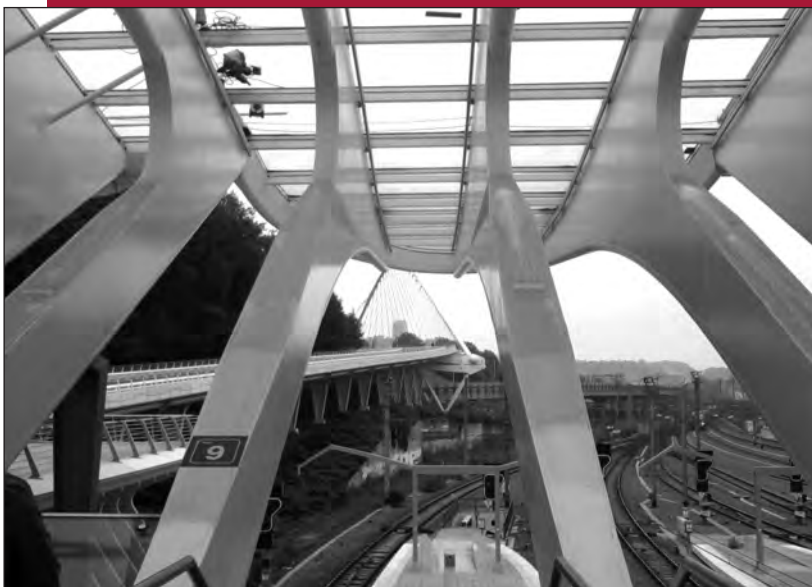
À l'heure de l'engouement pour le «tout participatif», une phrase, un

mot, même un simple clic «j'aime», bref toute manifestation, aussi infime qu'elle soit, sur la toile est vite considérée, de manière un peu abusive, comme un acte de participation citoyenne. Un des écueils actuels est de faire un amalgame un peu rapide entre des degrés différents de participation sur le Web, qui ont, en fait, des implications très inégales en termes d'engagement citoyen.

Il s'agit donc de distinguer différents niveaux de participation des citoyens aux débats publics. On peut en retenir trois: informer et diffuser l'information constituent le 1<sup>er</sup> niveau; consulter et débattre des propositions, choix, décisions à prendre sont le second niveau; délibérer et co-décider constituent le 3<sup>ème</sup> niveau lors duquel les citoyens sont reconnus comme des acteurs à part entière du processus décisionnel. Les outils numériques sont, dès lors, censés supporter, voire amplifier ces différents niveaux de participation et, en particulier, le degré le plus abouti de l'engagement citoyen aux affaires de la Cité.

### UN ZOOM SUR LE TERRAIN

Si l'imaginaire collectif place beaucoup d'espoir dans le potentiel des outils numériques à remodeler les formes actuelles de la démocratie et de la participation citoyenne, force est toutefois de constater qu'en Belgique francophone, il existe encore peu d'initiatives à ce jour sur le terrain, qui saisissent pleinement les opportunités qu'offrent ces outils en termes d'échanges, d'interactivité et de coproduction de savoirs et de services au sein d'un même territoire. C'est en tout cas l'une des conclusions majeures d'une récente étude menée par la Fondation Travail-Université pour la Région wallonne<sup>3</sup>. Selon cette étude, la plupart des initiatives dans ce domaine relèvent davantage d'expérimentations récentes que de dispositifs pérennes. Le degré de participation reste faible; la majorité des initiatives initiées par les pouvoirs locaux ou régionaux se limitent à la diffusion d'informations et à quelques échanges avec et/ou entre



les citoyens, mais aucun n'offre de réels outils numériques de démocratie participative, qui «augmenteraient» la participation démocratique des citoyens. Rien ne vient donc conforter l'hypothèse d'un certain nombre de discours prêtant des effets vertueux à la «e-démocratie» en termes d'engagement et de mobilisation - à moins que les espoirs n'aient été exagérés. En revanche, malgré le constat d'ensemble relativement décevant, quelques associations d'éducation permanente développent des postures innovantes en termes d'«e-citoyenneté». Qu'il s'agisse d'améliorer l'image d'un quartier, de valoriser le tissu associatif local ou d'entraider des personnes en situation de précarité, la plupart des dispositifs analysés prennent appui sur les outils numériques pour renforcer l'implication citoyenne, y compris celle des personnes les plus éloignées du numérique, et pour consolider les liens sociaux entre les membres d'une localité, ou d'un quartier.

Par exemple, le projet *Dazibao* vise à utiliser le blog, avec les demandeurs d'asile en attente dans les centres ouverts de la Croix-Rouge, comme outil d'interpellation de la société civile. Mené par l'asbl *Le Monde des Possibles*<sup>4</sup> en collaboration avec le *Cripel*, ce projet a pour objectif d'inscrire l'atelier d'apprentissage à l'usage de ce média dans le cadre plus large d'une formation d'éducation permanente visant au développement d'une citoyenneté active en Belgique pour des demandeurs d'asile.

WebTV créée en 2011 par l'asbl *Les Corsaires*<sup>5</sup>, *Corsaires Tv* propose un magazine mensuel sur les initiatives citoyennes qui émergent des quartiers populaires à Bruxelles, en particulier celui de Cureghem à Anderlecht. Son originalité: elle est participative et a pour ambition de développer un outil d'information alternatif en collaboration directe avec les usagers des associations locales et des habitants de ces quartiers. C'est donc un outil entièrement développé pour eux et par eux dans le cadre d'ateliers d'éducation permanente.



© REPORTAGE PHOTO & 72

### QUELQUES RECOMMANDATIONS

Outils des groupes sociaux les plus vulnérables à l'engagement citoyen et les accompagner pour leur donner les moyens d'agir dans l'espace public par le biais des outils numériques: tel est bien le cœur de la démarche d'émancipation individuelle et collective prônée par ces associations qui ont saisi tout le sens de leur usage dans le travail d'éducation permanente.

Pour réussir la mise en place d'un nouveau dispositif de participation démocratique et citoyenne supporté par des outils numériques, il s'agit bien entendu d'abord de bien distinguer la fin des moyens; il est essentiel, avant toute chose, d'avoir une vision claire des objectifs démocratiques au service desquels ces outils sont mis en place. Une analyse préalable des besoins dans le cadre du contexte local peut s'avérer pertinent, pour mettre en évidence le potentiel de développement de la démocratie numérique ainsi que ses freins éventuels comme, notamment, le manque d'expertise TIC des acteurs locaux. Il est alors utile d'accompagner de façon appropriée une montée en compétence des divers acteurs locaux protagonistes du projet dans ce domaine.

Par ailleurs, si la présentation des «bonnes pratiques» menées dans ce domaine par d'autres collectivités territoriales ou collectifs citoyens est un bon moyen au début du projet pour fédérer les acteurs autour de ce type d'initiatives, il est toutefois essentiel de lancer ensuite une démarche d'expérimentation ancrée

dans le territoire, qui s'appuie sur les ressources et les expertises du terrain local. C'est avec le tissu associatif local et les citoyens qu'il faut chercher à faire émerger, sur base d'exemples d'initiatives réussies ailleurs, un dispositif de participation citoyenne via les TIC, adéquat et pérenne pour le territoire. Ceci impose de relever un défi majeur qui est moins technologique que culturel: celui de générer une nouvelle posture de travail davantage basée sur la coopération et la co-production de savoirs et de services. ■

1. Pour plus de détails sur cette question, voir CARODON, D., *La démocratie Internet: promesses et limites*, Paris, Seuil, 2010.
2. Voir notamment l'ouvrage de DECOSTER, D.-P. (sous la dir.), *Gouvernance locale, développement local et participation citoyenne*, Bruxelles, ULB-IGEAT, 2002.
3. BROTCORNE, P. (sous dir.), VALENDUC, G., *Les outils numériques au service d'une participation citoyenne et démocratique augmentée*, Rapport réalisé pour TechnofuturTIC à la demande du Gouvernement wallon, 2012.
4. L'asbl *Le Monde des Possibles* est un centre de formation au français langue étrangère et à l'informatique pour personnes primo-arrivantes. Le blog du projet *Dazibao* est accessible sur: <http://dazibao2011.blogspot.com/>  
*Le Monde des Possibles* - 97 rue des Champs - 4020 Liège - Tél.: 04/232.02.92 - Courriel: [emondedespossibles@gmail.com](mailto:emondedespossibles@gmail.com)  
[www.possibles.org/](http://www.possibles.org/)
5. Pour en savoir plus sur l'asbl *Les Corsaires* (Centre d'entreprises Euclides - 34-36 rue du Chimiste à 1070 Bruxelles - Tél.: 02/522.74.28) voir [www.corsaires.tv](http://www.corsaires.tv)

### POUR EN SAVOIR PLUS

- «Les TIC: un outil de subversion?» (dossier), *Axelle*, Ed. Vie féminine, n°146, février 2012.
- «AlphabéTIC. L'alphabétisation contre la fracture numérique» (dossier), *Journal de l'Alpha*, n° 182, Janvier-février 2012.
- BROTCORNE, P., *Les outils numériques au service d'une participation citoyenne et démocratique augmentée. Rapport réalisé pour TechnofuturTIC à la demande du Gouvernement wallon*, (sous dir. de) VALENDUC, G., Namur, 2012.
- DE GREEF, V. et MOINY, J.-Ph., «Facebook: ces amis qui vous veulent du bien...», *Politique. Revue des débats*, n° 61: L'intrusion électronique, octobre 2009.
- THOREAU, Fr., «Facebook, Twitter et la jeunesse arabe», *Politique. Revue des débats*, n° 72, novembre-décembre 2011.
- Centre de **Recherche Travail & Technologies de la Fondation Travail-Université** (FTU): ses recherches et son Bulletin «*La lettre Emerit*» sont accessibles sur [www.ftu-namur.org/](http://www.ftu-namur.org/)
- **Média-Animation** (asbl d'Education permanente et d'éducation aux médias): ses réflexions, analyses et études sont sur [www.media-animation.be/](http://www.media-animation.be/)
- **Le Gsara** (atelier de productions audiovisuelles et asbl d'éducation permanente) [www.gsara.be/fr/](http://www.gsara.be/fr/)

# Web radios: émancipation et participation en toile de fond?

PAR STÉPHANIE BAUDOT,  
PERMANENTE AU CIEP COMMUNAUTAIRE

**D**ans le sillage de la révolution numérique, les web radios ont fait leur apparition au milieu des années 90 et connaissent, depuis une dizaine d'années, un succès grandissant, principalement auprès d'un public habitué à communiquer sur la toile. Mais leur usage en éducation populaire questionne les acteurs du monde associatif qui sont interpellés par les nombreuses potentialités du numérique et les formes d'inégalités qui y sont liées. Nous analyserons les initiatives des CIEP-MOC qui développent et animent des web radios afin de voir comment ils répondent à cette tension présente au cœur des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Depuis quelques années, on voit fleurir des web radios dans le giron d'associations et d'organismes d'éducation permanente, tels que le CIEP-MOC. En tant que moyens d'expression de «masse» et démocratique, les web radios semblent être un outil prometteur pour construire du lien social, diffuser des messages occultés dans les médias classiques, permettre l'expression de minorités, redynamiser les modes de mobilisation et de participation et remotiver les militants des mouvements. Toutefois, en tant que vecteurs média-

tiques liés aux technologies de l'information (TIC), les web radios suscitent, chez de nombreux militants engagés dans l'éducation populaire et l'associatif, des questionnements. Percevant d'une part les nombreuses opportunités du numérique comme canal d'expression alternatif et bon marché, démocratique, novateur, et sans frontières, ils ne sont pas moins interpellés par le fossé qu'il creuse entre, d'une part, ceux pour qui l'accès aux nouveaux médias peut être une source d'épanouissement, d'apprentissage, de rencontre et d'expression, et, d'autre part, les plus fragilisés, les personnes âgées, les isolés, pour qui l'usage d'un ordinateur n'est pas aisé ou possible pour des raisons matérielles, intellectuelles, culturelles et/ou techniques.

L'enjeu n'est pas seulement celui de l'accès aux web radios et aux TIC en général pour les publics fragilisés. Il porte également sur l'appropriation des médias numériques comme outils et supports à l'émancipation sociale et culturelle des milieux populaires: d'une part, en tant qu'espace démocratique de construction de savoirs collectifs, et d'autre part, comme espace d'informations nécessaires au travail en éducation populaire.

## LES RACINES SOCIOCULTURELLES, ASSOCIATIVES ET MILITANTES DES RADIOS DU CIEP-MOC

Trois fédérations du CIEP-MOC ont mis en place des initiatives radiophoniques, *Radio 28* à Verviers, *Radio-Pavé* à Mons et la radio du Brabant wallon. Cette analyse se base sur une enquête réalisée en mai 2012 auprès des responsables de ces web radios<sup>1</sup>. Elle nous renseigne sur les

enjeux et opportunités des radios numériques ainsi que sur les conditions de leur mise en œuvre dans une perspective d'éducation populaire.

*Radio 28* a vu le jour à Verviers en 2007 après 3 ans de réflexion, avec pour mission de «*permettre aux différentes associations du milieu socio-culturel verviétois ainsi qu'à tout un chacun, de s'exprimer*»<sup>2</sup>. Elle diffuse, via des podcasts<sup>3</sup>, des émissions «à la carte» l'actualité du monde interculturel au travers d'émissions, reportages, chroniques, chansons et contes.

En 2008, le CIEP-MOC de Mons a lancé son «Pavé dans la toile», pour commémorer les 40 ans de mai 68, en collaboration avec le CARHOP<sup>4</sup>. A cette occasion, tous les soirs du mois de mai 2008, la nouvelle web radio, *Radio-Pavé*<sup>5</sup>, a consacré deux heures d'émission en direct aux combats de mai 68 et les résistances de 2008 avec la volonté de «*poursuivre l'histoire, convaincus qu'il n'est toujours pas interdit d'interdire, que la poésie*



© REPORTAGE PHOTO & 72

n'est pas encore descendue en rue, que les travailleurs de tous pays ne s'amuse pas et que les femmes n'ont pas récupéré leur corps»<sup>6</sup>. Aujourd'hui, *Radio-Pavé* propose des émissions en direct lors d'événements liés à l'actualité (élections, etc.) ou encore lors de manifestations régionales (comme, par exemple, lors du Salon Mons Energy) et se penche sur un projet d'émissions récurrentes. La toute nouvelle et dernière arrivée sur la toile est la radio du Brabant wallon<sup>7</sup>. Portée sur les fonts baptismaux à l'occasion de la campagne sur les élections communales de 2012, elle intègre les militants de la fédération dans la conception et réalisation des émissions proposées. Appartenant au CIEP-MOC, elle revendique d'emblée sa liberté «pour éviter d'en faire un organe institutionnel du mouvement».

### DU NUMÉRIQUE TERRE À TERRE?

La naissance de radios sur le net semble, à première vue, nettement moins compliquée que celle vécue par les premières radios libres (pirates) dans les années 70-80, «bricolées dans des bouts de salle de bain»<sup>8</sup> et à l'abri des patrouilles de la RTT. La voie du numérique exige, en effet, peu de matériel et permet de démarrer immédiatement sans attendre une place sur la bande FM et dans le Plan fréquences. Ce sont là quelques-uns des arguments qui ont présidé au choix du web pour la création de *Radio 28* à Verviers. Si l'ouverture aux «ondes» du web représente une opportunité à saisir pour certains opérateurs, elle constitue parfois l'unique option possible. C'est le cas de ces radios qui n'ont pu obtenir leur part du gâteau lors de l'attribution des radiofréquences en mode analogique orchestrée par le Plan de fréquences de la Communauté française en 2008. Ne répondant pas aux exigences du Plan ou tout simplement arrivant trop tard pour le partage, une partie de ces radios ont trouvé refuge sur le web. *Radio 48*, par exemple, «la radio des étudiants liégeois» jouit, depuis sa création en 2004, d'une audience grandissante sur la toile.



© REPORTAGE PHOTO & 72

Mais l'accessibilité du média n'est pas seulement technico-politique. L'outil est, entre autres, apprécié par les acteurs des radios du CIEP-MOC pour son accès aisé et gratuit aux émissions archivées sur le site, pour les ponts qu'il permet entre l'écrit et la vidéo et pour sa souplesse d'utilisation et son mode d'appropriation par la pratique et la réflexion sur l'expérience acquise. «Un micro enregistreur et c'est parti!». Cette caractéristique le rend manipulable par des non professionnels de l'info, du moins lorsque le média est utilisé dans sa version la plus simple: des émissions pré-enregistrées, écoutables via streaming ou par podcast. Cependant, la simplicité apparente n'est qu'un leurre si on veut passer à la réalisation d'émissions en direct ou de diffusion en continu qui nécessite un dispositif nettement plus élaboré. Leur coût financier important de plusieurs centaines d'euros de l'heure est hors de portée pour de nombreuses associations. Cet élément-là constituera un enjeu important pour les radios associatives de demain, dans la mesure où, comme d'aucuns le présagent<sup>9</sup>, nous assisterons dans les prochaines années à la mort de la bande FM telle qu'on la connaît aujourd'hui. Si cette vision se réalise, la conversion au numérique sera inéluctable pour toutes les radios. Ce passage nécessitera un accompagnement financier des radios associatives par les pouvoirs publics car elles ne pourront, de par leur nature même, bénéficier des recettes publicitaires dont profitent aujourd'hui les radios commerciales et étatiques.

### LA VOIX OFF AU CŒUR DE L'INFO

Les émissions proposées par les web radios du CIEP-MOC cherchent à donner la parole à ceux qui en sont géné-

ralement privés. Un groupe d'étudiants qui réalise des émissions sur des sujets qui les concernent, des jeunes d'un CPAS qui s'expriment au micro, des apprenants de *Lire et Ecrire* qui partagent leurs expériences, des militants qui partent à la rencontre de politiciens en campagne... sont quelques illustrations des publics qui contribuent à la réalisation des émissions. Cette prise de parole est une étape importante dans les processus de mobilisation et d'émancipation prônés dans l'éducation permanente.

Dans ce cadre, l'interpellation politique constitue un type spécifique d'émission réalisée par les web radios du CIEP-MOC. Ces émissions permettent, par exemple, la rencontre et le dialogue directs entre un groupe de sans-papiers et le représentant politique qui en a la charge ministérielle ou encore l'interview des représentants de partis sur leurs programmes électoraux dans le cadre de leur campagne électorale. La radio est «un espace d'échanges, d'expériences, de savoirs, de confrontations entre la parole de terrain et celle d'experts». La plupart de ces émissions apportent un regard décalé sur des réalités sociales souvent occultées. Ainsi, «on peut donner un coup de projecteur sur des initiatives, des visions de la société de gauche.»

### DES MÉTHODOLOGIES D'ANIMATION

Pour que le travail d'émancipation, d'interpellation et d'analyse puisse s'opérer, il faut des conditions et des méthodologies d'animation spécifiques à l'éducation populaire dans le cadre des web radios. La simplicité du média ne doit pas faire fi de la rigueur et la maîtrise des sujets qui sont traités si on veut produire des



émissions de qualité. De ce point de vue, rien de fondamentalement différent d'un média classique. Sauf que le format de podcast, cumulé au fait qu'il n'y ait pas de grille d'émission préétablie, permet d'approfondir des sujets en relation avec un domaine prédéfini et de faire de véritables dossiers sonores. La structuration des émissions à la carte présente l'avantage de ne pas devoir construire ses émissions dans l'urgence. Le temps de préparation est important, il donne l'occasion de définir avec les participants les thèmes qui seront abordés, les personnes qui s'exprimeront, les choix musicaux, etc. Ce n'est parfois qu'à la 4ème rencontre que se produit l'enregistrement qui conduira à la réalisation de l'émission. Prendre le temps est un paramètre indispensable pour permettre au public qui n'a pas l'habitude d'être sous les projecteurs de se sentir à l'aise face au micro et de développer ses propos. Face à des intervenants moins rôdés aux pratiques du journalisme radio-phonique, on aura tendance à ne pas couper la parole de façon systématique. Ceci ne signifie toutefois pas que l'on se contente simplement de recueillir la parole de personnes et n'enlève rien à la nécessité de poser le cadre d'une réflexion critique. Cette dimension chamboule nos représentations d'auditeurs habitués à un temps d'interview qui ne dépasse souvent pas les 30 secondes. L'installation d'un cadre adéquat à l'expression constitue une part importante du travail d'animation car amener les personnes à parler au micro n'est jamais gagné d'avance. Il faut partir du fait que toute personne a des choses à dire, qui peuvent concerner d'autres personnes et qu'il n'y a pas qu'une seule manière correcte de les dire. Ce n'est pas simple mais lorsque l'on y arrive, cela génère un sentiment de fierté de la part de ceux qui ont vécu l'expérience radio. La conception des dispositifs doit également permettre la remise en question et l'analyse critique sur des débats de société. Pour être un média émancipateur, la web radio doit véritablement bousculer l'auditeur dans ses certitudes et dépeindre des réalités pas toujours agréables à entendre.

**DU RESSORT POUR LA MILITANCE?**  
L'intégration de ce nouveau canal de communication et de diffusion vise

aussi l'acquisition d'une plus grande visibilité, l'augmentation et la diversification de son auditoire. Il n'est pas toujours facile de savoir qui et combien de personnes écoutent les émissions. Toutefois, les web radios du CIEP-MOC s'enorgueillissent de recevoir des messages d'encouragement venant des quatre coins du monde. Malgré ces avantages liés à l'accessibilité technique du média, sa gratuité pour les utilisateurs si on omet le coût du matériel informatique et des abonnements, sa diffusion sans frontières, le pari de toucher une large audience ne semble pas nécessairement gagné. En effet, la montagne d'acteurs et d'informations sur Internet et la présence croissante des médias traditionnels sur le web engendrent une énorme concurrence qui laisse perplexe sur la façon de faire (re)connaître la radio. Tous les canaux de diffusion de l'information (newsletter, réseaux sociaux, sites Internet), de même que les moyens d'interactivité avec le public sont monopolisés pour donner un maximum de visibilité et de vitalité aux émissions. Le résultat n'est pas encore vraiment satisfaisant: la conquête de nouveaux auditeurs prendra encore du temps.

### EN CONCLUSION

Les potentialités éducatives, de communication et de diffusion d'idées et points de vue originaux font des radios numériques un moyen et un support (im)pertinents pour faire de l'éducation populaire. Les expériences menées sont généralement riches, percutantes, interpellantes et procurent beaucoup de satisfaction à ceux qui s'y investissent, réalisateurs et bénéficiaires confondus. En outre, son accessibilité et les possibilités d'interactivité avec le public contribuent à son attractivité. Toutefois, ces caractéristiques, bien que vertueuses, ne sont pas des conditions suffisantes et automatiques pour en faire un média émancipateur et mobilisateur pour un large public. Les méthodologies d'animation jouent un rôle dans la mise en place du processus d'émancipation sur le web. Outre des compétences journalistiques pour traiter l'information adéquatement, l'animateur doit mobiliser ses ressources et savoir-faire en éducation populaire pour faire de ces radios de vrais outils démocratiques et d'éman-

ipation. Par ailleurs, les coûts financiers de fonctionnement, que représente l'utilisation du média dans son intégralité (diffusion d'émissions en direct et en différé) cumulés aux coûts de diffusion que pourrait entraîner l'obligation d'une conversion au numérique pour toutes les radios dans les années à venir, doivent aussi retenir toute notre attention. Les associations d'éducation permanente ont investi l'espace numérique pour qu'il devienne un réel lieu de démocratie culturelle, d'émancipation et de construction de savoirs collectifs. Cette présence ne doit, en aucun cas, être mise à mal par des contraintes et enjeux économiques. Enfin, l'inaccessibilité à Internet pour une frange de la population reste un enjeu crucial. Cela implique de résoudre la fracture numérique physique et financière et d'approfondir l'éducation aux (nouveaux) médias. En attendant, il est aussi possible que des militants se réunissent chez l'un des leurs qui est connecté, un peu comme au début de la radio où l'on se réunissait chez le voisin pour écouter tous ensemble sa radio. C'est aussi cela la solidarité! ■

1. Nous tenons ici à remercier Paul Blanjean et Gary Masson, Samuel Thirion et Julien Gras, Thierry Toussaint et Laurent Droussie de *Inform'Action* pour avoir répondu à cette enquête.
2. Pour suivre les émissions de *Radio 28*: [www.radio28.be/](http://www.radio28.be/)
3. Le podcasting (ou «podcasts») est un moyen de diffusion de fichiers (audio, vidéo ou autres) sur Internet. Par l'entremise d'un abonnement aux flux RSS, il permet aux utilisateurs d'écouter en direct ou de télécharger automatiquement une émission audio ou vidéo, sur un lecteur-audio ou un ordinateur.
4. THIRION, S., «Mai 68-Mai 08: le MOC Hainaut Centre lance un sacré pavé dans la toile», in *L'Esperluette*, n° 56, avril-juin 2008, p. 16-17.
5. Pour consulter et écouter *Radio Pavé*: <http://radiopave.be/>
6. Pour écouter cette radio: [http://radiopave.be/index.php?option=com\\_content&view=article&id=6&Itemid=5](http://radiopave.be/index.php?option=com_content&view=article&id=6&Itemid=5)
7. [www.mocbw.be/index.php?option=com\\_content&view=category&id=37&layout=blog&Itemid=63](http://www.mocbw.be/index.php?option=com_content&view=category&id=37&layout=blog&Itemid=63)
8. SZOC, E., «Radios associatives: libres comme une onde de choc», in *Démocratie*, 15 août 2007 ([www.revue-democratie.be/index.php?part=art&id=471](http://www.revue-democratie.be/index.php?part=art&id=471), consulté le 01/06/2012).
9. Voir à ce propos l'article de BORDE, Th., «Avenir de la radio: la Radio Numérique Terrestre (RNT) en question», sd ([www.mediascitoyens.org/Avenir-de-la-radio-la-Radio.html](http://www.mediascitoyens.org/Avenir-de-la-radio-la-Radio.html) - Consulté le 01/06/2012)

# Quatre millions de personnes connectées à Facebook ET NOUS?

PAR GRAZIELLA FORTINO, ANIMATRICE  
CIEP-MOC CHARLEROI-THUIN

## LES RÉSEAUX SOCIAUX, UNE QUESTION D'ENJEUX POUR LE MOUVEMENT?

L'intérêt et l'engouement actuels pour les réseaux sociaux ont fait resurgir des vieux mythes tant dans le milieu de la militance que partout ailleurs, mettant en avant le questionnement sur la transparence et le sentiment d'impuissance. De plus, c'est une évidence: les réseaux sociaux bousculent nos modes et nos codes de communication. Les frontières entre le privé et le public s'en voient ébranlées, parfois même elles n'existent plus réellement, ce qui crée une «peur» chez certaines personnes. Les médias de masse y contribuent à leur manière en (dés)informant le grand public sur les dérives et les dangers de Facebook. Comme si Facebook était un grand méchant loup dont il faut à tous crins se méfier! Il est néanmoins important de bien connaître les dérives. Elles sont tout à fait possibles et même réelles, mais la responsabilité incombe prioritairement à chacun de choisir ou non d'utiliser les réseaux sociaux comme moyens de communication.

A titre de comparaison, nous avons crié au scandale lorsque le Web 0.2 (Yahoo, Google, Youtube...) est venu s'installer dans notre quotidien. Avec le temps et sa généralisation, son utilité et son intérêt ont mis en évidence des éléments intéressants et

positifs pour notre quotidien pouvaient en être retirés et même notre travail de mobilisation de partage d'informations entre partenaires et associations pouvait en bénéficier. Ils sont même devenus des outils parfaitement intégrés dans nos pratiques professionnelles et quotidiennes, sans que nous perdions notre esprit critique. Il peut en être de même avec les réseaux sociaux.

## LES RÉSEAUX SOCIAUX, DES OUTILS DE MOBILISATION?

Plusieurs expériences nous ont prouvé l'utilité des réseaux sociaux pour mobiliser des personnes autour d'une cause, pour rassembler toute une région ou au niveau d'un pays<sup>1</sup>. On peut pointer l'exemple récent des mobilisations dans les pays arabes, lors du printemps arabe, où les nouvelles technologies ont permis aux personnes de se rassembler pour manifester leur opposition et pour contester le régime en place. Beaucoup ont présenté le Printemps arabe comme «la révolution Facebook ou Twitter».

En Belgique aussi, le recours aux nouveaux médias pour se mobiliser se développe, notamment avec divers Flash MOB<sup>2</sup>. Lors de la longue période de crise politique, les réseaux sociaux ont notamment permis de lancer un appel général à manifester face à l'absence de gouvernement après plus de 200 jours après avoir voté. Cette manifestation «SHAME» avait comme but de rassembler la population du Nord et du Sud du pays, de manière neutre et pacifiste, pour dénoncer l'immobilisme des partis politiques et leur incapacité à aboutir à un accord gouvernemental.

Ces nouveaux outils de militance sont surtout utilisés par les jeunes, notamment pour se mobiliser collectivement ou pour réagir massivement pour un événement.

## ET L'ACCESSIBILITÉ DANS TOUT ÇA: QU'EN EST-IL DE LA FRACTURE NUMÉRIQUE?

Il y a six ans, la Région wallonne a lancé une vaste campagne prônant «Internet pour tous». Son objectif était de rendre accessible à tout un chacun l'acquisition d'un ordinateur et de permettre l'accès à Internet pour tous. C'est ce qu'on appelle «la fracture numérique du premier degré».

Le pourcentage de ménages belges disposant d'un ordinateur à son domicile était alors de 57% (selon les sources publiées par le SPF Economie, 2006). Aujourd'hui, plus de 80% disposent d'Internet et trois quarts l'utilisent quotidiennement ou presque. Une fracture numérique d'une autre nature a été mise en évidence par différentes études: on parle alors de «seconde fracture numérique». Les éléments pris en considération sont des inégalités selon différents critères socio-économiques, socio-démographique et socio-professionnels, comme, par exemple, l'âge, le sexe, le statut, le niveau d'études et l'habitat.

Pour contrer cette fracture, le plan fédéral 2010-2015 a été lancé avec comme objectif de permettre une meilleure utilisation des nouvelles technologies par tous. Permettre une meilleure utilisation des TIC représente aussi un enjeu pour notre mouvement d'éducation permanente. En effet, en tant que mouvement ouvrier et en éducation permanente, nous ne

pouvons pas passer à côté de ces changements sociétaux et laisser une partie de la population sur le carreau. C'est une nouvelle bataille culturelle que nous devons mener collectivement. Ainsi comment peut-on s'investir collectivement face aux nouvelles technologies qui sont si vastes? Quels sont les moyens les plus pertinents pour nos organisations et pour nos publics populaires? Et pour mener quel type de travail en éducation permanente?

La fédération CIEP-MOC de Charleroi-Thuin a décidé de se saisir de ces questions et s'est penchée tout particulièrement sur Facebook. Une formation a ainsi été mise sur pied à destination des militants et permanents pour leur expliquer le fonctionnement de Facebook, les informer dans une démarche d'éducation permanente et les former à l'utilisation et à la maîtrise de ce nouvel outil de communication. Un autre objectif était de démystifier Facebook.

### UNE FORMATION POUR LES PERMANENTS ET LES MILITANTS

La formation proposait trois volets complémentaires dans une optique d'éducation permanente: le technique, la critique et les liens avec la militance. Elle a rassemblé un petit groupe entre 6 et 8 participants autour de ces questions.

#### 1. Les aspects techniques de Facebook

Durant ce module, les participants ont testé, en direct, les différentes possibilités offertes par Facebook. Par exemple, comment remplir et modifier les paramètres de confidentialité? Comment partager un lien ou une information?

Les participants ont aussi découvert comment et surtout pourquoi utiliser Facebook. En effet, sans une application et une volonté des utilisateurs, il est difficile que notre intimité et vie privée s'y retrouvent comme par magie. Il est nécessaire d'encoder préalablement différents champs. De plus, il n'y a aucune obligation de tous les remplir et il est possible d'en changer à tout moment, ce qui permet de préserver sa vie privée. Les participants ont également pris conscience qu'il faut préalablement réfléchir à l'usage de Facebook et être conscient qu'en s'inscrivant, on s'expose à une visibilité exponentielle!!! Facebook ne s'en cache pas et renvoie même à la conscience de chacun lorsqu'une photo ou un commentaire est publié. *«J'ai pu modifier les paramètres de confidentialité et apporter les modifications que je souhaitais et cette matinée m'a permis de comprendre Facebook dans sa globalité»* (Guy, président MOC Charleroi-Thuin) *«Je n'avais pas Facebook mais j'en vois maintenant l'utilité et comme j'ai une adresse mail, je pourrais utiliser Facebook maintenant que j'ai reçu les instructions et un mode d'emploi, c'est plus simple!!!»* (Marc des Equipes populaires)

#### 2. Une approche critique

Pour démystifier cet outil de communication qui occupe de plus en plus de place dans l'action au quotidien, un volet a été spécialement consacré à sa critique. En effet, tous les jours, nous sommes bombardés d'informations, via notamment la presse qui génère des craintes chez les citoyens lambda. On peut, dès lors, s'interroger: Qu'y-a-t-il derrière ce matraquage médiatique? Est-ce que tout simplement notre forme de communication a évolué et génère des conséquences sur notre manière de s'informer pour certains ou, pour d'autres, sur leur façon de s'exprimer en toute liberté? Mais ces éléments ne doivent pas cacher qu'un produit comme Facebook est un relais important avec le «marché» et avec les annonceurs, ce dont Facebook ne se cache pas, comme le souligne Caroline d'Altéo *«quand je publie un événement pour un de nos soupers, j'ai 20 personnes qui sont venues par le biais de Facebook»*.

Pour certains participants du module, Facebook est aussi une société com-

merciale qui joue sur l'affect des gens et leur crédulité pour accumuler des profits. Néanmoins, tous lui trouvent une certaine utilité. Ce qui n'empêche que des doutes et questionnements subsistent sur l'impact économique et la possible «Bulle» informatique, comme en témoignent un militant syndical: *«Nous sommes tous derrière notre ordinateur. J'ai l'impression que nous oublions l'essentiel, à savoir le partage et la rencontre dans la vie réelle. En plus, je connais quelqu'un, on pouvait tout voir, son adresse, son numéro de téléphone... et la vie privée dans tout ça?»* (Lucien). Concernant le financement, d'autres éléments sont pointés comme la publicité et l'appropriation de Facebook pour obtenir et détenir le monopole sur un nouvelle part de marché: parmi les réflexions, celle de Bruno sympathisant au mouvement sur Mark Zuckerberg, le fondateur de Facebook, qui prévoit d'acheter des parts de Skype.

*«Facebook, n'est pas dangereux!! Il suffit de rester prudent»* est en quelque sorte la conclusion générale des participants à ce module. Ainsi, comme le fait justement remarquer un animateur du CIEP Charleroi-Thuin, *«tout le monde n'a pas assez de recul face aux arnaques /pub mensongères et la publicité sur Facebook peut influencer les personnes les plus fragilisées»* (Hasan)

#### 3. Un outil pour les associations et les organisations du Mouvement?

Régulièrement, la question de l'utilité de Facebook dans l'action et la militance dans nos organisations revient. Comment mon organisation peut-elle être visible sur Facebook? Comment optimiser ma page, mon groupe ou mon profil? Est-il l'outil de communication le plus intéressant? Pour introduire un nouvel outil de communication, il semble pertinent d'en discuter en équipe avant de se lancer. Répondre aux questions qui? quoi? comment? pourquoi? peut représenter une première piste.

Certains participants soulèvent des questions intéressantes, comme





«Combien de temps faut-il consacrer à Facebook?» (Caroline). D'autres réflexions appuient le fait d'introduire ce nouvel outil de communication dans notre pratique professionnelle et militante: «Facebook permet d'informer plus rapidement sur une réunion d'un groupe et de communiquer le travail effectué et, comme cela, Facebook prend tout son sens» (Thomas, Equipes populaires).

### EN CONCLUSION

Pour nous, Facebook n'est certainement pas l'outil prioritaire pour communiquer avec nos militants et sympathisants, ni pour les sensibiliser à des actions et les amener à s'engager. Il est complémentaire aux autres moyens de communication actuels. On peut se réjouir de pouvoir utiliser et de détourner un outil issu des milieux économiques où la rentabilité est l'axe primordial à des fins sociales et communication pour une société plus juste. C'est ainsi que notre communication s'est adaptée à ce nouveau média et ce nouveau support, même si elle reste fondamentalement la même. Il faut néanmoins rester attentif à favoriser une communication plus réelle afin que la relation et la dimension humaines ne perdent pas leurs sens premier et restent au cœur de nos actions!!! ■



## Des défis qui nous rassemblent au Nord et au Sud...

PAR PHILIPPE TAQUET, RESPONSABLE PRESSE MOC ET DELPHINE LATAWIEC, PERMANENTE CNE BRUXELLES-BRABANT WALLON



contraste bien que saisissant n'est pourtant pas l'essentiel. La différence majeure entre ces deux pays est avant tout d'ordre socio-économique. La Belgique reste un pays riche avec un système social à la fois étendu et performant. À l'inverse, la Bolivie demeure le pays le plus pauvre d'Amérique latine avec un système de sécurité sociale qui ne touche qu'une partie restreinte de la population. Ces différences sautent aussi aux yeux dans les rues pauvres de la capitale. Cette prise de conscience «in vivo» des différences entre les réalités «Nord» et «Sud» est d'ailleurs un des premiers intérêts de ce voyage d'immersion.

Pourtant, par les rencontres avec les partenaires, les échanges et les débats qui ont été possibles, on est aussi frappé du phénomène contraire: des points communs et des enjeux identiques entre «ici et là-bas» qui se dégagent sur le terrain de la question sociale. Il s'agit là d'un autre élément fondamental de l'expérience proposée par Solidarité Mondiale. Au-delà des différences et d'une réalité socio-politique dont la complexité nous échappe en grande partie, les mécanismes de domination à l'œuvre (capitaliste, raciste et patriarcale) se ressemblent aussi dans ce pays. Ce «va-et-vient» permanent, entre des réalités si contrastées qu'un océan sépare et la prise de conscience d'enjeux communs, permet en retour de s'interroger sur nos pratiques et logiques d'action. Mais aussi sur les réponses que les organisations du MOC tentent d'apporter et de construire aux situations d'injustices et d'inégalités à l'œuvre dans chacun de nos pays.

**E**n novembre dernier, un groupe de 11 personnes issues du MOC et de ses organisations constitutives ont participé à un voyage d'immersion en Bolivie organisé par l'ONG Solidarité Mondiale. Au-delà du contexte politique bolivien, de la découverte des réalités d'un pays du Sud à travers les projets menés par les différents partenaires de Solidarité Mondiale, ce voyage a permis aussi de souligner les défis communs qui unissent les travailleurs du Nord et du Sud, ainsi que d'enrichir nos réflexions et logiques d'action. La Belgique et la Bolivie sont des pays très différents. D'un point de vue géographique, la différence saute aux yeux dès l'atterrissage à La Paz, le plus haut aéroport du monde qui culmine à 4.000 m d'altitude. Ce

1. Voir l'analyse «Entre Flashmob et révolutions GSM, quid de la mobilisation 2.0? Eclairage sur les mobilisations éclairs» Accessible en ligne sur [www.media-animation.be/Entre-Flashmob-et-revolutions-GSM.html](http://www.media-animation.be/Entre-Flashmob-et-revolutions-GSM.html)
2. Le Flashmob (terme anglais qui signifie «Foule éclair») est une manière de rassembler des personnes dans un lieu public suite à une mobilisation lancée par Internet et pour y effectuer des actions originales convenues préalablement, avant de se disperser rapidement. Les Flashmob sont les nouvelles manières de rapidement mobiliser un ensemble de personnes qui ne se connaissent pas.  
Par exemple, un freeze en pleine gare (un arrêt sur image), un lancer de ballons, une bataille d'oreillers géante ou une danse chorégraphiée de foule sur une place.

### Sources:

- Intervention de Gérard Vallenduc, chercheur à la Fondation du travail universitaire (FTU) lors des Rencontres wallonnes de l'Internet citoyen (RE-WICS), 2010.
- «La boîte noire des usages d'Internet», dans *Lettre Emerit*, Ed. FTU, deuxième trimestre juin 2010, n° 62 ([www.ftu-namur.org/fichiers/Emerit62.pdf](http://www.ftu-namur.org/fichiers/Emerit62.pdf)).



### UN PARTENARIAT SYNDICAL

La rencontre des principaux dirigeants de CRISOL (Corriente de Renovación Independiente y Solidaridad Laboral)<sup>3</sup>, courant idéologique au sein de la COB (Centrale ouvrière bolivienne) et syndicat unique en Bolivie, fait partie des moments les plus intéressants de ce voyage. Sur base de ces échanges, il nous a semblé intéressant de développer quelques éléments de réflexion sur les défis posés aux organisations syndicales dans le contexte de crise actuel. En effet, les solutions prônées actuellement en Europe pour sortir de la crise, et en particulier en Grèce, à savoir une politique néolibérale drastique, ont été testées dans les années 1980 en Amérique Latine, et notamment en Bolivie. Cette politique a échoué et a connu un rejet des populations, ce qui a favorisé le virage à gauche de l'Amérique latine.

Chômage, interculturalité, discrimination, droit des minorités... Force est de constater que la Belgique et la Bolivie partagent certains traits ou défis posés aux organisations syndicales. Si les problèmes sont parfois les mêmes, les modalités et le contexte diffèrent. Ainsi, un des défis essentiels pour la Bolivie concerne l'économie informelle, une réalité partagée par la plupart des pays pauvres. Elle concerne la grande majorité des travailleurs (+/-80%) sans distinction de sexe et d'âge. En plus de conditions de travail très dures, elle se caractérise par une quasi-absence d'accès à la sécurité sociale et de protection en matière de droits du travail. Le secteur informel s'est particulièrement développé avec la mise

en place des programmes de réformes structurelles du Fonds Monétaire International (FMI) au milieu des années 1980. Ces politiques d'austérité ont alors frappé les travailleurs de plein fouet (privatisation du secteur minier, coupes dans les dépenses publiques, changement de législation du travail au profit du patronat), en détricotant leurs droits ou via des licenciements massifs. Avec l'arrivée d'Evo Morales à la tête de l'Etat, une série d'avancées sociales ont été acquises ces dernières années, par exemple l'attribution d'une forme de pension minimale pour ces travailleurs qui n'ont pas ou peu cotisé. L'approbation de la nouvelle Constitution, très progressiste, a aussi semé beaucoup d'espoirs en instituant des droits sociaux importants qu'il reste, cependant, à traduire dans les faits.

Parmi la population bolivienne, la jeunesse et les femmes sont les catégories les plus vulnérables. Selon les représentants d'une organisation de jeunes rencontrée sur place, la délinquance, le manque d'emploi et l'accès au logement (y compris gaz et électricité) sont les problèmes qui rongent la jeunesse. Avec une population en Bolivie de 65% de jeunes âgés de moins de 30 ans, les défis sont immenses. Les femmes, de leur côté, luttent pour plus d'égalité, notamment en matière salariale, et en place égale dans la société (Voir à ce propos l'article de Paul Blanjean, p.15). La mortalité infantile et maternelle reste importante, ainsi que la violence intrafamiliale. La Constitution a là aussi ouvert de nouvelles voies pour plus de reconnaissance de ces problématiques. Aujourd'hui, ces deux groupes sont très actifs

pour réclamer la mise en œuvre de programmes nationaux sur ces thématiques.

En Belgique, nous manifestons car la crise frappe nos entreprises, jetant au chômage de nombreux travailleurs. Les rangs des travailleurs sans emploi grossissent et, en même temps, les droits au chômage sont de plus en plus restreints. Les jeunes sont les principales victimes de ce système, accumulant les jobs précaires avec pour seul horizon la possibilité d'une carrière émiettée. Les femmes font également partie des groupes particulièrement touchés par les effets de la crise (Voir article de Vie féminine, p. 19). Dans une volonté égalitaire, les mouvements de femmes dénoncent le plafond de verre et les violences privées, souhaitent avoir un accès plus important dans la vie politique et sociale et désirent un meilleur équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Les nouvelles mesures d'austérité remettent aveuglément en cause la sécurité sociale et le spectre de la crise grecque justifie les politiques les plus injustes précarisant le statut des travailleurs. Dans ce contexte, se dessine la nécessité de construire une société et un modèle de développement plus juste sur les ruines d'un système qui, jour après jour, démontre ses limites. En Bolivie, ce changement est déjà à l'œuvre.

### UN VIRAGE POLITIQUE

En 1985, au moment de la mise en place en Bolivie des politiques néolibérales via les réformes structurelles imposées par le FMI et la Banque mondiale, la base syndicale historique la plus forte, celle des mineurs, a été décimée par la fermeture de nombreuses mines dans le pays. En Grande-Bretagne, à la même époque, une bataille politique de la même nature a été engagée par Margareth Thatcher sur le front de la révolution conservatrice attaquant sans merci les syndicats forts, comme celui des mineurs. Par la suite, cette «élite» syndicale bolivienne et sa base se sont alors dirigées vers d'autres sec-



teurs (notamment la production de la coca) en y transposant leur tradition syndicale. Une stratégie qu'elle appliqua aussi dans les mouvements sociaux de quartier des régions les plus abandonnées par l'Etat, récréant ainsi les bases d'une tradition nouvelle de solidarité, d'organisation et de luttes.

Cette nouvelle base a organisé la résistance lors des conflits de l'Eau et du Gaz dès le début des années 2000 contre les politiques de privatisation du gouvernement néolibéral de Lozada (président bolivien de l'époque). Ces conflits ont fait émerger le mouvement à l'origine du changement de régime politique. Prenant confiance dans un combat pour la survie et la dignité, ces mobilisations sociales se sont unifiées et organisées pour porter en 2005, Evo Morales au pouvoir en réclamant la mise en œuvre d'un modèle de société plus juste.

La COB, pourtant très affaiblie après 1985, a accompagné et suivi ce réveil. Néanmoins, les structures de ce syndicat unique reflètent encore le passé industriel et syndical; les postes importants étant toujours statutairement occupés par les représentants syndicaux des mines. Dans la douleur parfois, la COB est pourtant en train de muter: les paysans, les femmes, le secteur informel sont petit à petit admis aux places décisionnaires et peuvent ainsi influencer sur les positions prises. Les nouveaux mouvements sociaux et les secteurs devenus aujourd'hui incontournables dans la vie économique prennent ainsi

leur place au sein du mouvement syndical traditionnel.

L'organisation syndicale mise aussi énormément sur la formation politique et syndicale de ses membres, notamment via le concours de CRISOL. L'apprentissage de la solidarité, de la démocratie et de ses rouages, la possibilité de décoder le monde économique et politique, la mise en forme de leurs revendications, l'histoire sociale, sont autant de cours qui permettent ainsi à des militants ou sympathisants, jeunes et moins jeunes, de prendre leur place dans la société mais aussi dans le mouvement syndical.

Ces deux aspects apparaissent comme des défis à relever pour les organisations syndicales belges. L'éducation permanente, la formation citoyenne, l'agir ensemble sont des fondamentaux incontournables pour la mise en forme et en acte d'un modèle alternatif de société. De même, l'intégration réelle d'une base non traditionnelle (jeunes, chômeurs, fem-

mes, secteur non marchand...) et les défis nouveaux pour les organisations syndicales, en particulier l'environnement, représentent une piste importante face aux enjeux actuels.

Enfin, l'articulation des mouvements sociaux, citoyens et syndicaux amenant chacun leurs revendications, leur public, leur méthode, leur combat, pourrait dessiner l'ébauche d'une mobilisation plus unie face à un modèle de société que chacun combat en partie. Ainsi, les mouvements syndicaux peuvent enfin saisir la possibilité de construire ce modèle ensemble, en le réfléchissant par une solidarité internationale et nationale incontournable face à une crise et système économiques qui, eux, sont mondiaux, avec humilité et enrichis de l'expérience de chacun. Ils peuvent aussi opter pour un repli dans le cadre des frontières nationales ou d'intérêts partiels d'une base historique fragmentée. La tentation de ce repli est forte. Le dialogue au niveau des organisations en interne, au niveau national et international n'est pas facile. La fierté ou la méfiance sont légitimes selon les histoires nationales et/ou régionales. Il faut aussi pouvoir s'organiser dans son pays, construire son mouvement, donner des outils à ses militants et réfléchir à ses valeurs. Il faut se connaître avant de s'ouvrir aux autres.

Néanmoins, notre sentiment est que nos combats ne peuvent plus souffrir du repli ou d'hésitation car le temps presse... en Bolivie comme en Belgique. ■

1. Partenaire de Solidarité Mondiale depuis de nombreuses années, CRISOL développe principalement la formation syndicale et politique. Des centaines de personnes bénéficient chaque année de ses formations qui favorisent l'accès à des responsabilités syndicales au sein de la COB ou au niveau politique.





# Femmes boliviennes: entre violence et émancipation

PAR PAUL BLANJEAN, SECRÉTAIRE  
RÉGIONAL DU CIEP-MOC DE VERVIERS

Quelle est la situation des femmes en Bolivie? Quels sont les rapports entre les hommes et femmes? Le voyage d'immersion organisé par l'ONG Solidarité Mondiale en Bolivie a permis d'aller à la rencontre d'associations partenaires qui travaillent ces questions, mais aussi de découvrir à bien des égards la situation des femmes.

Dans les rues de La Paz, d'El Alto et dans les villages de l'Altiplano, on croise des femmes en habits traditionnels très colorés portant dans leur dos un enfant ou les aliments achetés au marché, où tout peut être trouvé: des fleurs, du poisson, des légumes... Beaucoup de femmes y travaillent dans des conditions qui sont loin d'être idéales. La santé des travailleuses des marchés représente un des axes de travail de certains partenaires de l'ONG, notamment *Crisol*, *Gregoria Apaza* et *Sentec*, dans la région d'Oruro, qui ont comme projet de développer une mutuelle de santé. Ce n'est sans doute pas par hasard que les soins aux mères et enfants en bas âge sont aujourd'hui gratuits. La Bolivie connaît, encore aujourd'hui, une mortalité infantile importante ainsi qu'un nombre élevé de femmes mourant en couches<sup>1</sup>.

Même s'il est difficile de connaître avec précision les chiffres (comme c'est le cas dans toutes les sociétés), on estime qu'au moins sept femmes sur dix connaissent, au

moins durant un moment de leur vie, des violences. Multiformes, ces violences peuvent être d'ordre physique, morale, sexuelle, ... Elles proviennent souvent de l'entourage direct de la victime, voire de la famille. Des viols à l'issue de soirées trop arrosées, des coups, des insultes et d'autres formes de violences accablent les Boliviennes.

Les femmes sont souvent mères de famille nombreuse. Comme la contraception est peu utilisée, il n'est pas rare d'être parent de 4, 5 ou 6 enfants. Les militantes féministes pointent une résistance à la contraception plus culturelle que religieuse. Avoir une famille nombreuse, représente aussi une assurance vieillesse. Avant la réforme des pensions de 2011, les retraites n'étaient payées qu'aux seuls ex-travailleurs du secteur formel. Aujourd'hui encore, 4 emplois sur 5 sont cependant dans le secteur informel où il n'existe aucune contribution à la sécurité sociale. La réforme intègre des assimilations des années passées par les femmes à l'éducation des enfants mais aussi une forme de pension universelle de base: «le revenu de dignité».

L'éducation des enfants et les tâches ménagères ne sont guère partagées entre les deux parents. Même après une longue journée de travail, la préparation des repas et le soin des enfants sont majoritairement entre les mains des femmes. Certains villages de l'Altiplano sont surtout peuplés de personnes âgées, d'enfants en bas âge et de femmes. Les hommes et les jeunes sont partis étudier ou travailler à la ville. Dans certains cas, ils ont quitté le pays afin de mieux gagner leur vie. Mais aujourd'hui, dans

les pays voisins, les emplois offerts se trouvent dans la sphère privée ou dans le service aux personnes. Le visage de l'immigration change. Des femmes quittent le pays afin d'occuper ces emplois. Et pour les maris restés au pays, s'occuper du ménage et des enfants constitue un véritable choc culturel.

Le gouvernement de gauche essaye de répondre à tous ces défis et différentes campagnes sont menées. Mais le changement ne peut survenir sans un travail intense de mouvements sociaux et tout spécialement des mouvements féministes.

## DES ACTIONS CONTRE LES VIOLENCES ET POUR LA SÉCURITÉ

A El Alto, le Centre de promotion des femmes de Gregoria Apaza, partenaire de Solidarité Mondiale, développe de multiples activités avec les femmes à l'image de leur slogan «jamais à genoux, toujours debout». Les formations professionnelles et des microcrédits permettent à des femmes de trouver les voies de l'autonomie économique grâce à la création de mini-entreprises ou coopératives. Les formations de leaders d'opinion aident les femmes à trouver une place dans la vie politique, économique et sociale. En outre, un travail réalisé conjointement avec femmes et hommes vise à diminuer les violences conjugales et réduire l'insécurité des femmes dans l'espace public. La place des femmes dans la société revêt sans doute encore de nombreuses autres facettes. Les quelques exemples évoqués ci-dessus indiquent que le chemin pour l'égalité est encore long. La volonté gouvernementale et le travail de terrain des mouvements sociaux et féministes constituent des espoirs de changement. ■

1. La Bolivie connaît la mortalité infantile (dans les 5 premières années de la vie) et le taux de mortalité de femmes en couches les plus élevés de l'Amérique Latine. On dénombre effectivement 42,16 décès d'enfants pour 1000 naissances ainsi qu'un taux de mortalité des mères de 2,01% (pour la période 2005-2010)

## Vient de sortir de presse: «La formation d'adultes: laboratoire pour l'action collective»



© REPORTAGE PHOTO & 72



**P**our répondre au mieux aux contextes sociaux en mutation, nos projets de formation en éducation permanente avec des adultes ont toujours remis en question les modèles éducatifs établis et fait preuve d'innovation sociale. Ce onzième cahier du CIEP fait le point sur les enjeux et les tensions actuelles de l'expérience ISCO dans le secteur culturel et entame une réflexion large sur la manière de construire un processus de formation avec des adultes visant leur émancipation.

Ce Cahier propose une série d'interventions en lien avec le programme proposé lors du Colloque organisé par le CIEP en octobre 2011.

Tout d'abord, ancien secrétaire général du MOC, ancien permanent CIEP et toujours formateur, Jean Daems s'est penché sur l'intérêt et la pertinence du projet de formation avec des adultes, comme l'ISCO, depuis ses origines dans les années 60 jusqu'à aujourd'hui.

L'éducation permanente représente plus que jamais un levier de transformation et de remise en question, ainsi qu'un remède contre la résignation, qu'il est important d'activer et de maintenir dans notre société.

Jean Blairon, directeur de RTA Namur, propose une réflexion sur l'opportunité, pour un dispositif de formation en éducation permanente, de s'inscrire dans une région du champ académique, dans la tension entre militance et certification.

Stéphanie Baudot et France Huart, permanentes au CIEP communautaire, déconstruisent la pédagogie émancipatrice au regard de la formation d'adultes, sur base du projet ISCO et tout particulièrement du groupe ISCO Femmes et démocratie. Les étapes du cheminement réalisés par les étudiants favorisent l'amélioration de la confiance et de l'estime de soi, la capacité à s'exprimer dans toutes les sphères de la vie, l'insertion dans un collectif, la mise en place d'un groupe solide et solidaire au sein

de la formation, mais également au questionnement critique de la société, étapes nécessaires à l'émancipation individuelle et collective.

Marc Maesschalck, philosophe à l'UCL et formateur à l'ISCO, développe une réflexion sur nos missions de formateurs. Car former, c'est élaborer un lieu de construction de la démocratie et faire le pari sur l'intelligence de tous et toutes dans le cadre d'une identité politique. La première tâche à assumer est de construire une force collective qui soit capable d'identifier ce qu'elle veut dans le cadre de nos formations.

Enfin, dans la dernière partie, les grandes lignes du débat entre les partenaires actifs dans le champ de la formation d'adultes sont aussi ébauchées. ■

CE CAHIER N°11 INTITULÉ «LA FORMATION D'ADULTES: LABORATOIRE POUR L'ACTION COLLECTIVE» EST TÉLÉCHARGEABLE EN LIGNE SUR [WWW.CIEP.BE/DOCUMENTS/CAHIERCIEP11.PDF](http://WWW.CIEP.BE/DOCUMENTS/CAHIERCIEP11.PDF) OU À LA DEMANDE AU SECRÉTARIAT DU CIEP-ISCO AU 02/246.38.41 OU PAR COURRIEL: COMMUNAUTAIRE@CIEP.BE

**BAGIO** NAMUR

Formation de coordinateurs de projets culturels et sociaux

Brevet d'aptitude à la coordination de projets d'organismes culturels et socioculturels

SESSION 2012 - 2014



# Donnez-nous votre avis sur *L'Esperluette*, il est important!

**D**epuis 1994 le CIEP-ISCO du MOC vous propose quatre fois par an son trimestriel *L'Esperluette*. Fin 2011, nous avons publié le 70e numéro. Depuis mars 2003, les différentes rubriques qui le composent sont un Dossier d'analyses sur une thématique avec un regard en éducation permanente, Mouvement en campagne et «En régions», «La vie de l'ISCO», ainsi que deux parties plus informatives «En Bref» et «Agenda». Une fiche pédagogique détachable et un reportage photo sont aussi au sommaire des numéros.

Dans le cadre de l'évaluation de nos activités, nous souhaiterions recueillir votre avis et vos suggestions en tant que lecteurs et lectrices. Cette évaluation nous permettra également de nous rendre compte de comment *L'Esperluette* répond à vos attentes et comment notre trimestriel pourrait mieux le faire.

Merci de prendre quelques minutes pour répondre au questionnaire ci-dessous et de nous le renvoyer ensuite complété  
 Courriel: francine.bailet@ciep.be - Fax: 02/246.38.25  
 CIEP communautaire, chaussée de Haecht 579, 1030 Schaerbeek.

D'avance un tout grand merci pour votre collaboration et vos précieux avis!

| ITEMS   | REPONSES (cocher la réponse adéquate)                        |  |   |  |
|---|--|--|---|--|
| <b>LECTURE de L'Esperluette</b>   |  |  |   |  |
| Vous lisez <i>L'Esperluette</i>   | <input type="checkbox"/> En survol                           | <input type="checkbox"/> Certains articles | <input type="checkbox"/> Intégralement                                      |  |
| La mise en page de <i>L'Esperluette</i> vous semble                             | <input type="checkbox"/> Agréable                            | <input type="checkbox"/> Correcte          | <input type="checkbox"/> Pourrait être améliorée                            |  |
| <b>CONTENU de L'Esperluette</b>   |  |  |   |  |
| Le contenu de <i>L'Esperluette</i> vous paraît                                  | <input type="checkbox"/> Pertinent                           | <input type="checkbox"/> Copieux           | <input type="checkbox"/> En lien avec un travail d'éducation permanente     |  |
|   | <input type="checkbox"/> Non pertinent                       | <input type="checkbox"/> Léger             | <input type="checkbox"/> Pas en lien avec un travail d'éducation permanente |  |
| La qualité de l'information vous paraît...                                      | <input type="checkbox"/> Très satisfaisante                  | <input type="checkbox"/> Satisfaisante     | <input type="checkbox"/> Peu satisfaisante                                  | <input type="checkbox"/> Insatisfaisante |
| Les dossiers d'analyse vous paraissent...                                       | <input type="checkbox"/> Très satisfaisants                  | <input type="checkbox"/> Satisfaisants     | <input type="checkbox"/> Peu satisfaisants                                  | <input type="checkbox"/> Insatisfaisants |
| Quelle(s) rubrique(s) lisez-vous régulièrement dans <i>L'Esperluette</i>        | <input type="checkbox"/> Les dossiers d'analyse              |  | <input type="checkbox"/> Les fiches pédagogiques                            |  |
|   | <input type="checkbox"/> Les campagnes et la vie des régions |  | <input type="checkbox"/> L'agenda + en bref                                 |  |
| 3 thématiques que vous trouveriez intéressantes d'aborder:                      |  |  |   |  |
| .....   |  |  |   |  |
| .....   |  |  |   |  |
| .....   |  |  |   |  |
| <b>AUTRES</b>   |  |  |   |  |
| Dans quel(s) secteur(s) êtes-vous engagé (bénévolement ou professionnellement)? |  |  |   |  |
| <input type="checkbox"/> Education permanente                                   | <input type="checkbox"/> Art et culture                      |  |   |  |
| <input type="checkbox"/> Enseignement/Formation                                 | <input type="checkbox"/> Insertion socioprofessionnelle      |  |   |  |
| <input type="checkbox"/> Enfance/Jeunesse                                       | <input type="checkbox"/> Bibliothèques/ lectures publiques   |  |   |  |
| <input type="checkbox"/> Travail social   | <input type="checkbox"/> Autre: .....                        |  |   |  |



## La FOPES, un Master en politique économique et sociale près de chez vous tout en travaillant

La FOPES propose une formation universitaire dans le domaine de la politique économique et sociale destinée à des adultes qui n'ont pas eu la possibilité d'entreprendre des études universitaires par la voie traditionnelle, qui cherchent à comprendre les mécanismes de l'économie et les phénomènes sociaux et qui veulent agir sur ces mécanismes en vue de plus de justice et de solidarité.

Se former tout en travaillant est le pari de la FOPES depuis 35 ans, grâce à la FOPES: sa politique d'admission, son organisation horaire, la proximité avec les lieux et centres d'intérêt des étudiants, l'accompagnement de leurs efforts de formation permettent de relever ce défi. La formation dure trois ans (une année préparatoire et deux années de Master) à horaire décalé et avec des activités décentralisées (à Bruxelles et

dans différentes villes de Wallonie). Elle comporte une année préparatoire et deux années de master. Les cours se déroulent soit le samedi, soit un jour de semaine. Outre la journée de cours, les étudiants sont tenus de se réunir un soir par semaine pour un travail en sous-groupes. Ils doivent, en outre, participer à 2 week-ends résidentiels par an. Les dispositifs pédagogiques mis en place sont adaptés aux adultes travailleurs et engagés, ils se basent fondamentalement sur un apprentissage coopératif. Collaboration entre le MOC et l'UCL, ce Master est également accessible grâce à la «Valorisation des Acquis de l'Expérience» (VAE) ou par des passerelles accessibles à certains diplômés de Hautes Ecoles. La formation bénéficie du Congé-éducation payé et du congé de formation. Trois nouveaux cycles FOPES d'une vingtaine d'étudiants démarrent dès

septembre 2012 en province du Luxembourg, du Brabant wallon et du Hainaut Centre. ■

### DES SÉANCES D'INFORMATION

- **Libramont** (cours le samedi):  
6 juillet 2012 à 18h  
CSC de Libramont - Rue du Vicinal 7
- **Louvain-la-Neuve** (cours le mardi):  
20 juin et 16 août 2012 à 18h  
Rue de la Lanterne Magique 32,  
(Bâtiment Dupriez - local D 144) LLN
- **Mons** (cours le samedi):  
4 juillet 2012 à 19h  
MOC de Mons - Rue Marguerite Bervoets 10

Examen d'admission pour les personnes venant par la VAE: Samedi 18 août 2012 à 10h à Louvain-la-Neuve

INFORMATIONS: [WWW.UCLOUVAIN.BE/OPES](http://WWW.UCLOUVAIN.BE/OPES)

OU PAR COURRIEL:

CHANTAL.GRANDMAIRE@UCLOUVAIN.BE  
OU 010/47 39 07

## Quand les femmes parlent du temps...

**D**u temps pour soi! est une des aspirations fortes exprimées par les femmes, lors du Congrès de Vie féminine en 2010. Aujourd'hui, le temps des femmes subit encore de multiples pressions: les femmes doivent assumer, beaucoup plus que les hommes, les tâches domestiques et éducatives et d'une manière générale, assurer une présence

auprès des personnes vulnérables, en l'absence de services adéquats. Elles sont nombreuses à se retrouver dans des emplois à temps partiel, qui ne permettent pas toujours de «mieux concilier» et limitent l'indépendance financière. Elles portent la responsabilité principale d'articuler les différents rythmes de vie (boulot, école, loisirs, transports, etc.) et

cette charge mentale n'est pas sans conséquences sur leur santé physique et morale.

Que leur reste-t-il alors comme marge de manœuvre pour souffler, penser à soi, s'engager dans une activité qui les passionne, en dehors de toute pression familiale ou professionnelle? Qu'on le veuille ou non, cette organisation inégalitaire des temps structure fortement nos existences, dans la sphère privée et sociale. L'exploitation du temps des femmes au service des autres est une manifestation quotidienne des systèmes de domination patriarcale, capitaliste et raciste. Un changement passera donc inévitablement par la prise de conscience de



# Contre la dégressivité du chômage, une honte pour les femmes!

**L**es mesures d'austérité décidées par notre gouvernement touchent de manière plus violente les femmes qui, majoritairement, subissent déjà des inégalités socio-économiques: discrimination à l'embauche, faiblesse des revenus, types de contrat (temps partiel, précaire, à durée déterminée, etc.), écarts de salaire, niveau de protection sociale (chômage, pensions, etc.)... Cette situation inacceptable va dès lors encore s'aggraver avec ces mesures. La preuve nous en est donnée aujourd'hui avec la décision de la mise en œuvre, dès le 1er novembre, du principe de «dégressivité accrue» du chômage, un principe prévu lors de la formation du gouvernement. Le principe de cette réforme est, en fait, très simple: plus longtemps une personne a travaillé, plus longtemps elle gardera ses allocations de chômage intactes. À l'in-

verse, les personnes comptant peu d'années de travail seront plus vite sanctionnées. Au total, presque la moitié des chômeurs seront touchés. Les conséquences seront notamment plus violentes pour les cohabitants qui sont, majoritairement, des femmes.

En effet, les femmes sont surreprésentées dans le chômage de longue durée et dans le statut de cohabitant: une chômeuse sur deux est cohabitante contre un chômeur sur trois<sup>1</sup>. Elles vont donc se retrouver très rapidement dans les catégories d'allocations les plus basses, avec un forfait de 484 € par mois pour une cohabitante. De plus, les dernières périodes de chômage au forfait ne seront plus assimilées pour la pension sur base du dernier salaire perdu, mais seulement sur base du droit minimum. Quand on sait que 60% des femmes touchent moins de 1000 €

ce pouvoir du temps qui s'exerce sur toutes les femmes. Mais cela ne suffit pas! Le temps peut aussi être envisagé comme un outil essentiel pour atteindre l'égalité dans notre société. Pour s'en saisir, encore faut-il pouvoir se libérer de l'emprise du temps, se le réapproprier individuellement et collectivement, résister et créer des alternatives.

Ces différents enjeux autour du temps est au cœur de la Semaine d'études de Vie Féminine qui comprendra trois journées de réflexions, de débats et d'échanges de pratiques.

Au programme, des Conférences plénières sur les «Temps des femmes, une question de pouvoirs» et sur «L'expérience des bureaux du

temps», des Temps créatifs collectifs, des Ateliers d'appropriation réservés aux femmes, des Forums participatifs et des ateliers thématiques. ■

LE PROGRAMME COMPLET EST DISPONIBLE SUR [WWW.VIEFEMININE.BE/SPIP.PHP?ARTICLE2327](http://WWW.VIEFEMININE.BE/SPIP.PHP?ARTICLE2327)

#### EN PRATIQUE:

**DATES:** 3, 4 ET 5 JUILLET 2012

**LIEU:** CENTRE SCOLAIRE ASTY-MOULIN, RUE DE LA PÉPINIÈRE 101 5002 NAMUR (SAINT-SERVAIS).

#### INSCRIPTIONS:

[WWW.VIEFEMININE.BE/SPIP.PHP?RUBRIQUE473](http://WWW.VIEFEMININE.BE/SPIP.PHP?RUBRIQUE473)

**POUR TOUTE INFORMATION:** VIE FÉMININE  
RUE DE LA POSTE 111 - 1030 BRUXELLES  
TÉL.: 02/227.13.00

de pension (contre seulement 30% des hommes)<sup>2</sup>, on mesure l'impact d'une telle mesure dans un contexte où l'égalité des revenus entre hommes et femmes est loin d'être atteinte et où l'indépendance financière des femmes tout au long de leur vie est loin d'être garantie.

À ce tableau, les mesures d'activation et les restrictions concernant la définition d'un emploi convenable (impossibilité de refuser, dans un rayon de 60 km, des emplois qui impliquent une absence de plus de 12 heures ou des déplacements de plus de 4 heures entre le domicile et le lieu de travail) doivent encore être rajoutées.

## LES FEMMES CONTINUENT AINSI À PAYER UNE LOURDE CONTRIBUTION À LA CRISE!

Le 8 mars dernier, 18 organisations de femmes francophones et néerlandophones ainsi que deux syndicats ont demandé à rencontrer Joëlle Milquet, Ministre de l'Égalité des Chances pour mettre en place un audit des mesures socio-économiques par la mise en application urgente de la loi du gendermainstreaming de 2007. Cette dernière impose d'analyser, selon une grille sexuée, les impacts de chaque nouvelle loi, afin de limiter les discriminations structurelles. Deux mois plus tard, aucune rencontre n'est programmée et il apparaît de plus en plus urgent de mettre fin aux dégâts que provoquent les mesures d'austérité sur les plus précarisé-e-s! ■

#### PLUS D'INFORMATIONS:

VIE FÉMININE - HAFIDA BACHIR, PRÉSIDENTE  
COURRIEL:

[PRESIDENTE-NATIONALE@VIEFEMININE.BE](mailto:PRESIDENTE-NATIONALE@VIEFEMININE.BE)

TÉL.: 02/227.13.01

GSM: 0487/27.67.37

[WWW.VIEFEMININE.BE](http://WWW.VIEFEMININE.BE)

1. BABILAS, L., «L'individualisation des droits dans l'assurance-chômage», dans *Revue belge de Sécurité Sociale*, n° 2 (2e trim. 2009), p. 371.
2. *Femmes et hommes en Belgique. Statistiques et indicateurs de genre*, Bruxelles, Ed. Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes, 2011, p. 70.

# Rapport d'activités ISCO 2011-2012

## ISCO CNE TRANSCOM GROUPE VI (4<sup>ÈME</sup> ANNÉE)

En entamant leur 4<sup>ème</sup> année de formation, le groupe VI voit petit à petit se terminer son parcours à l'ISCO. Une attention toute particulière a été portée par l'équipe pédagogique et plus particulièrement par les formateurs de méthode de travail pour accompagner au mieux le lancement de la démarche de recherche sur une question sociale en lien avec leur engagement syndical. Les étudiants sont donc actuellement en train d'identifier une hypothèse de recherche qui sera travaillée pendant plus d'un an. Au-delà de cette démarche qui représente le point culminant de la formation, il est intéressant de rappeler que le groupe a ceci de particulier qu'il est le premier à avoir intégré les nouvelles modalités du dispositif ISCO en termes de contrats pédagogiques, d'évaluation et d'exigences administratives. Il y a donc une très grande attention du groupe sur le déroulement de cette nouvelle formule, ce qui soutient la philosophie ISCO de coconstruction de la formation avec les étudiants, les formateurs et l'institution. Le groupe peut également compter sur l'implication de son délégué qui joue à la fois

un rôle de représentant du groupe, un rôle de médiateur avec l'équipe pédagogique ainsi qu'un rôle de soutien particulier aux étudiants qui en auraient besoin. Ces différents éléments font de ce groupe un collectif solide, solidaire et engagé.

## ISCO CNE TRANSCOM GROUPE VII (3<sup>ÈME</sup> ANNÉE)

Si, du point de vue du travail, peu de choses extraordinaires sont à relever, puisque la formation suit son cours, cours par cours, il convient de souligner la liaison entre cette formation et les engagements individuels des participants dans des actions collectives et, forcément, ici dans les actions syndicales. Dans quelques cas, on assiste à un effet direct des élections syndicales.

Ainsi, lorsque quelques (rares) étudiant-e-s candidat-e-s n'obtiennent pas l'adhésion et la confiance interne de leurs collègues pour être en position de combat sur les listes électorales, cela produit des effets de plusieurs types sur l'engagement en formation: soit un abandon, liant ainsi directement leur sort aux enjeux de la formation elle-même, soit au contraire, le choix de rester dans le parcours de formation, en cherchant d'autres voies d'engagements syndicaux.

Il faut noter également, a contrario de ces lectures partielles qui pourraient paraître négatives, que d'autres participant-e-s trouvent des voies d'engagements accentués. Ainsi, l'une des participantes est aujourd'hui membre du Bureau journalier de sa centrale, ce qui dénote de la reconnaissance d'un savoir-faire et d'une évolution dans l'engagement important. D'un point de vue moins individuel, on peut

pointer que le groupe, composé maintenant d'une quinzaine de membres, trouve sa vitesse de croisière et semble se stabiliser en se structurant et en développant des solidarités et des soutiens assez forts pour garantir une pérennité du groupe. Il faut aussi mettre en exergue le gros travail de solidarité réalisé par un sous-groupe pour permettre à un de ses membres de rester en phase et en apprentissage malgré une période de maladie importante. Un groupe donc qui maintient le cap d'une formation exigeante et qui se stabilise dans la solidarité.

## ISCO CNE TRANSCOM GROUPE VIII (2<sup>ÈME</sup> ANNÉE)

On peut souvent pointer une difficulté inhérente à la deuxième année de formation: un «creux» de motivation après une première année de «découverte» de la formation et face à un parcours qui est encore long. A cela vient s'ajouter le contexte particulier des élections sociales qui génèrent toujours un surplus de travail au niveau syndical ainsi qu'un certain stress (présence sur les listes, combativité par rapport aux autres syndicats, être élu ou non,...). D'autre part, la grille horaire proposée cette année a fait éclater le cours de Droit ce qui a donné lieu à la présentation du travail à faire pour ce cours en septembre, mais sans séance de cours pour y travailler et apporter un éclairage pédagogique correspondant au calendrier des échéances du travail à remettre et au volume du dossier à décrypter. Ces événements ont suscité de nombreux échanges entre les étudiants et au sein de l'équipe pédagogique, CEC et Equipes pédagogiques extraordinaires. Des questionnements ont donc pu être posés et travaillés collectivement comme: comment dépasser le cadre institutionnel (contrats pédagogiques, compétences, travaux...) pour éviter l'individualisation et la déresponsabilisation? L'appropriation collective du processus étant nécessaire, comment le piloter tous ensemble dans le cadre formel qui est le nôtre? Au-delà d'un échange d'informations, comment faire du CEC un lieu d'appropriation collective de la formation? Où et comment dépasser le découragement pour trouver ce qui va faire moteur pour rebondir et poursuivre? Comment être un sous-groupe efficace?



Comment modifier le rapport à la formation pour faire transformation sociale?

Des pistes sont donc actuellement en réflexion pour améliorer la qualité de la formation et faire du dispositif ISCO un projet construit avec l'ensemble des acteurs. Plus particulièrement, l'équipe pédagogique a décidé de procéder de manière plus systématique à un échange de pratiques: face au défi posé par le double objectif de formation militante et d'acquisition de compétences, chacun sera invité à expliquer comment il intègre, dans sa pédagogie, une grille de lecture de la militance et avec quels outils dans un objectif de partage de compétences et de cohérence de l'équipe pédagogique autour d'un projet.

### ISCO CNE TRANSCOM GROUPE IX (1<sup>ÈRE</sup> ANNÉE)

Le nouveau groupe composé de 23 étudiants a débuté la formation comme à son habitude par un séminaire résidentiel, ce qui lui a permis de se constituer comme collectif en formation et ce qui a permis aux sous-groupes de proposer des pistes d'organisation. Le résidentiel est également le moment d'aborder, pendant toute une journée, les arcanes de l'économie d'une entreprise sous la forme d'un jeu. Cette expérience, ayant depuis de nombreuses années fait ses preuves dans la formation ISCO, a tout naturellement été reconduite pour le groupe IX qui a pu ensuite aborder de manière plus conceptuelle les différentes dimensions propres à la compréhension et l'analyse des comptes et bilans de leur entreprise. Actuellement, le groupe poursuit la construction de

son organisation interne que ce soit en groupe ou en sous-groupes.

### ISCO CNE TRANSCOM GROUPE CNE V (SUIVI DE MÉMOIRE)

Un programme de travail et de méthodologie active de la recherche a été mis en place, dès octobre 2011, pour soutenir au mieux les étudiants dans leur processus de réalisation de recherches.

Les différents modules du programme ont été déterminés et planifiés en fonction des difficultés rencontrées par les étudiants et par leurs demandes concrètes relatives à la spécificité de leur propre travail de recherche et de leur avancement. Chaque journée a été réalisée suivant la même méthodologie. En matinée, le travail s'est déroulé en groupe avec un bilan individuel de l'avancement de chacun dans son processus de réalisation de recherches et examen de son planning de travail. Ensuite, le groupe a bénéficié d'apports théoriques et pratiques suivis d'un échange collectif sur les réalisations de chacun afin de répondre à leurs questions et les aider à solutionner leurs difficultés (parfois organisation de plusieurs ateliers). Divers contenus ont ainsi été travaillés: la question de départ et l'élaboration d'une hypothèse de recherche, la recherche bibliographique et l'organisation de la documentation, la récolte de données quantitatives et qualitatives, la méthodologie de l'enquête. L'après-midi a été consacré à un travail individualisé en fonction des attentes spécifiques. Les étudiants avaient alors l'opportunité de travailler dans une salle où plusieurs ordinateurs étaient connectés à Internet. 12 étudiants ont démarré le dispositif. A ce jour, un étudiant a déjà présenté son mémoire et 9 restent motivés à le finaliser (5 femmes, 4 hommes). Il est à noter que, tout au long du processus, les étudiants se sont soutenus les uns les autres.

### ISCO CSC ROBERT D'HONDT GROUPE A (2<sup>ÈME</sup> ANNÉE)

Le groupe ISCO CSC est composé d'une petite vingtaine de délégués syndicaux de centrales ouvrières, de représentants de groupes interprofessionnels, de travailleurs dans des cellules de reconversion. Après un an de formation, le groupe a dû ré-

cemment se positionner sur la poursuite de l'ISCO pour les deux prochaines années. Après de nombreux échanges et un travail mené dans le cadre du cours de méthode sur l'argumentation d'un choix dans son projet de formation, la majorité du groupe a décidé de poursuivre le cursus, considérant trouver à l'ISCO les outils adéquats à leur engagement syndical et une volonté d'aboutir à une formation diplômante. A noter que, cette année, le cours de «gestion de projets en action collective», leur a permis d'expérimenter réellement les étapes de tout processus de création de projet (des attentes du groupe à l'évaluation du dispositif). La mise en place d'une action au profit du «Télévie» a été un réel succès tant du point de vue de l'apprentissage vécu, du renforcement du collectif que de l'objectif que les étudiants s'étaient assigné même si, de leur point de vue, ils auraient souhaité bénéficier de plus de répondant au sein de l'organisation syndicale.

### ISCO CSC ROBERT D'HONDT GROUPE B (1<sup>ÈRE</sup> ANNÉE)

Le groupe a démarré avec 13 étudiants. Actuellement, ils sont 10 (2 femmes, 8 hommes). La constitution des sous-groupes a nécessité une attention particulière de l'équipe pédagogique compte tenu des différentes caractéristiques des étudiants (contraintes géographiques, expérience professionnelle et parcours scolaire,...). Le groupe est très participatif et à l'écoute de tous et de toutes.

Le résidentiel fut très constructif pour l'identité particulière du groupe en matière de dynamique collective. La mise en exergue de tensions a permis au groupe de grandir en maturité et lui a donné l'occasion de gérer un conflit de manière constructive et positive.

Dans le cadre de tous les cours (Economie, Droit, Action collective,...), chacun s'investit énormément dans le processus de formation (temps, énergie), ce qui donne beaucoup de plaisir et de stimulation à l'équipe pédagogique.



En Histoire, par exemple, les étudiants ont réalisé l'interview d'un militant syndical (il y a eu beaucoup de réactivité sur le choix du témoin), préparé l'entretien et réalisé une présentation orale très intéressante. En méthode, des travaux collectifs sont réalisés en sous-groupes composés de manière aléatoire pour amener chacun à travailler les uns avec les autres. Les formatrices sont particulièrement attentives à faire ressortir les ressources de chacun quel que soit le niveau (connaissances de base, modes d'apprentissage).

### ISCO CHARLEROI (3<sup>ÈME</sup> ANNÉE)

Voici quelques aspects qui ont marqué l'année 2011-2012 dans le groupe à Charleroi, tant au niveau des étudiants que de l'équipe pédagogique. Tout d'abord, pointons la participation, cette année, du groupe en formation à la Semaine sociale wallonne organisée par le MOC en mars dernier et portant sur la problématique de l'aménagement du territoire. Au travers de cette expérience, les étudiants ont pu à la fois mobiliser des compétences acquises dans le cadre de la formation (prise de notes,

rédaction de synthèse, analyse critique de débats) et, au travers de la synthèse qui leur était demandée pour les cours de Sociologie et Politique, élaborer des liens avec les contenus exposés par les intervenants et les matières vues dans le cadre de ces cours. Les étudiants ont également découvert l'action en réseau au travers du cours d'action collective par une double approche: théorique d'une part via la lecture de textes sur le sujet visant la compréhension des notions clés liées à l'action en réseau mais aussi et surtout en reliant ces notions à la pratique que les étudiants ont du réseau dans leur terrain d'action.

Au niveau de l'encadrement pédagogique, l'équipe des formateurs de Charleroi a développé, depuis deux ans, un suivi individualisé des étudiants en stage. Chaque formateur accompagne un ou deux étudiants afin de les aider dans la rédaction de leur rapport de stage, à établir des liens entre les contenus de la formation et leurs actions sur le terrain et les amener à inscrire leurs actions dans une démarche d'acteur de changement. De plus, le cours de méthode a constitué un appui méthodologique dans la recherche des informations et l'écriture du document. Par ailleurs, interpellée de façon récurrente par les difficultés exprimées par les étudiants concernant

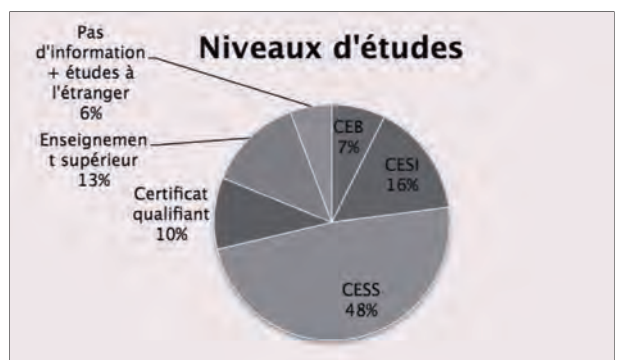
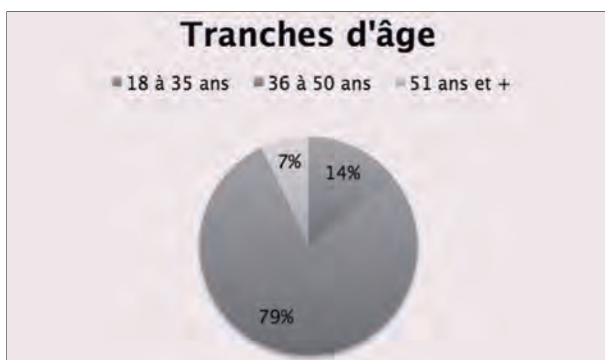
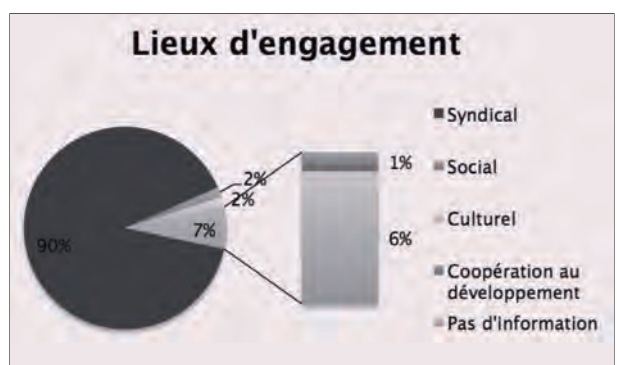
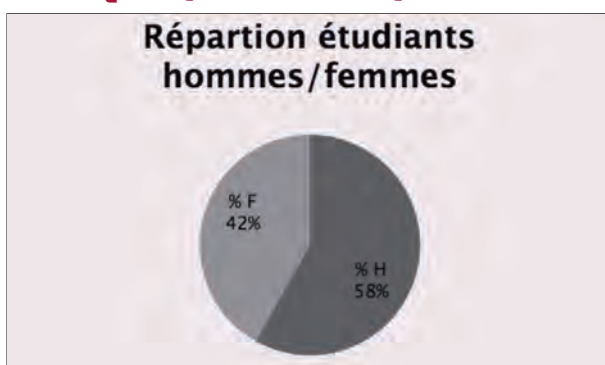
l'appréhension et la compréhension de textes conceptuels proposés dans le cadre des cours, l'équipe pédagogique a trouvé important de traiter de cette problématique de façon concrète. Un soutien méthodologique sur la lecture au cours d'un module de cours a ainsi été apporté aux étudiants.

### ISCO VERVIERS (2<sup>ÈME</sup> ANNÉE)

En début d'année, le groupe était composé de moins d'une dizaine d'étudiants aux parcours professionnels, personnels et scolaires très différents. Si la diversité des expériences est un atout dans l'apprentissage en formation à l'ISCO, étudiants et formateurs ont dû - et doivent encore - faire preuve d'initiatives originales et solidaires pour favoriser la cohésion du collectif, surtout dans les tâches de formation qui sont demandées. En mettant en place une action transversale entre la filière Economie, Histoire sociale et Méthode de travail, l'équipe pédagogique, a souhaité, cette année, montrer aux étudiants la richesse de croiser les regards pour analyser une situation donnée comme il est riche de bénéficier d'expertises différentes de la part des étudiants dans la démarche de formation à l'ISCO.

Enfin, notons que, par leur implication à l'ISCO, notamment via les stages, plusieurs étudiants sont engagés

## QUELQUES STATISTIQUES PAR RAPPORT AU PUBLIC ISCO 2011-2012





© REPORTAGE PHOTO & 72

dans l'action du Mouvement Ouvrier Chrétien et dans celle de son ONG «Solidarité Mondiale».

### ISCO BRUXELLES (1<sup>ÈRE</sup> ANNÉE)

Suite à quelques désistements de dernière minute, 12 étudiants ont participé au WE de lancement qui fut très dynamique et constructif. Malheureusement, le groupe s'est rétréci très rapidement à 8 personnes, pour terminer, en fin d'année, à 6 (1 homme, 5 femmes). Actuellement, le groupe est très soudé et très solidaire, les étudiants ont décidé de mutualiser le paiement du minerval pour cette année et celles à venir. Rapidement, l'équipe pédagogique a mesuré la conscience très politique des étudiants par rapport aux différents vécus. L'équipe pédagogique a noté une grande implication dans tous les cours, par exemple, en Histoire, lors de la réalisation de l'arbre généalogique et du récit de vie, ce qui a mis en exergue le lien avec l'histoire de l'immigration (vécu de génocide,...). Les cours de méthode se sont appuyés sur les vécus sociopolitiques du moment (prise de notes d'une conférence sur «l'approche sociologique au niveau des inégalités sociales à l'école», recherche des idées principales dans un texte sur le printemps arabe, synthèse d'échanges d'un débat organisé au MOC sur l'impact des décisions gouvernementales sur les travailleurs,...). Diverses questions telles que l'attitude de neutralité de l'animateur ont été mises en débat. Que faire face aux propos racistes? Machistes?... Les étudiants ont pu s'approprier le concept de «justice» par l'analyse de situations

qu'ils jugent injustes au départ d'une grille spécifique et le concept d'«action collective» au départ d'exemples issus dans et hors de l'Europe,... Une visite du palais de justice est programmée pour le mois de mai.

### ISCO VHS

Le groupe termine actuellement son parcours de formation à la VHS. Les 7 étudiants qui composent le groupe, vont donc tout prochainement présenter leur mémoire-action devant un jury présidé par un représentant des FUNDP. L'enjeu est toujours, pour la VHS, de trouver des modalités de re-

connaissance du parcours de la formation en Communauté germanophone, ce qui, malgré ce que les réformes de Bologne voulaient nous faire croire, ne sera pas aussi simple: les principes européens de mobilité dans le champ de la formation sont donc encore à améliorer dans nos propres Communautés. ■

## Année sociale 2010-2011

Cette année, il y avait 8 groupes en formation composés de 143 étudiants. Une présentation un peu plus précise de ces groupes est faite ci-dessous. Un module de méthode de recherche a été mis en place en fin de formation à l'ISCO avec le groupe IV de l'ISCO interrégional. Le but de ces modules est de soutenir les étudiants dans la réalisation de leur mémoire.

| Région               | Jour     | Année            | Filière           | Nombre |
|----------------------|----------|------------------|-------------------|--------|
| <b>Charleroi</b>     |          |                  |                   |        |
| Charleroi            | Jeudi    | 2 <sup>ème</sup> | Action collective | 14     |
| <b>Verviers</b>      |          |                  |                   |        |
| Verviers             | Vendredi | 1 <sup>ère</sup> | Action collective | 14     |
| <b>Interrégional</b> |          |                  |                   |        |
| Groupe V             | Lundi    | 4 <sup>ème</sup> | Action collective | 14     |
| Groupe VI            | Lundi    | 3 <sup>ème</sup> | Action collective | 18     |
| Groupe VII           | Lundi    | 2 <sup>ème</sup> | Action collective | 21     |
| Groupe VIII          | Lundi    | 1 <sup>ère</sup> | Action collective | 30     |
| Groupe A             | Jeudi    | 1 <sup>ère</sup> | Action collective | 22     |
| <b>VHS</b>           |          |                  |                   |        |
| Eupen                | Lundi    | 2 <sup>ème</sup> | Général           | 10     |

## Année sociale 2011-2012

En septembre 2011, il y a 11 groupes en formation composés de 147 étudiants. Un groupe de méthode de recherche a été mis en place en fin de formation à l'ISCO avec le groupe V de l'ISCO interrégional. Le but de ces modules est de soutenir les étudiants dans la réalisation de leur mémoire.

| Région               | Jour     | Année            | Filière           | Nombre |
|----------------------|----------|------------------|-------------------|--------|
| <b>Bruxelles</b>     |          |                  |                   |        |
| Bruxelles            | Mardi    | 1 <sup>ère</sup> | Action collective | 8      |
| <b>Charleroi</b>     |          |                  |                   |        |
| Charleroi            | Jeudi    | 3 <sup>ème</sup> | Action collective | 8      |
| <b>Verviers</b>      |          |                  |                   |        |
| Verviers             | Vendredi | 2 <sup>ème</sup> | Action collective | 7      |
| <b>Interrégional</b> |          |                  |                   |        |
| Groupe V             | Lundi    | Acc.mémoire      | Action collective | 12     |
| Groupe VI            | Lundi    | 4 <sup>ème</sup> | Action collective | 16     |
| Groupe VII           | Lundi    | 3 <sup>ème</sup> | Action collective | 18     |
| Groupe VIII          | Lundi    | 2 <sup>ème</sup> | Action collective | 19     |
| Groupe IX            | Lundi    | 1 <sup>ère</sup> | Action collective | 23     |
| Groupe A             | Jeudi    | 2 <sup>ème</sup> | Action collective | 16     |
| Groupe B             | Jeudi    | 1 <sup>ère</sup> | Action collective | 13     |
| <b>VHS</b>           |          |                  |                   |        |
| Eupen                | Lundi    | 3 <sup>ème</sup> | Général           | 7      |



# L'insertion socioprofessionnelle des filles-mères

de la Commune de N'Sele à Kinshasa (RDC)

PAR ALPHONSINE YAMBA SAKINA,  
ISCO BRUXELLES DÉVELOPPEMENT  
RÉGIONAL

**E**n 1987, interpellée par le sort réservé aux jeunes filles qui, après avoir subi des violences sexuelles et avoir eu une maternité non désirée, se retrouvaient rejetées par leur famille et par la société, j'ai créé, dans la Commune de N'Sele à Kinshasa, l'œuvre Sociale pour l'Encadrement des Filles-Mères (OSEFM), qui est un centre de formation et une coopérative pour ces jeunes femmes. J'en suis aujourd'hui la présidente.

Le point de départ de ma recherche s'interroge sur «comment rendre aux

jeunes filles de l'œuvre leur dignité bafouée et leur donner les moyens de retrouver une place dans la société?». Mon hypothèse était que pour retrouver une place dans la société, ces jeunes filles devaient pouvoir devenir autonomes à la fois «intellectuellement» et «économiquement». Deux sous-hypothèses sous-tendaient cette réflexion. Avec une formation de base entre leurs mains, ces jeunes filles peu ou pas scolarisées pourraient mieux comprendre la société, défendre leurs droits, gérer leur budget ménager, s'occuper de leurs enfants, retrouver des valeurs et donner un sens à leur existence. En apprenant un métier ou en ayant de petites activités génératrices de revenus, elles pourraient devenir plus autonomes financièrement.

Grâce à certaines méthodes participatives, comme l'observation participante

et le brainstorming, le projet OSEFM a évolué. Le public cible du projet est constitué de jeunes filles-mères âgées entre 14 et 20 ans, ayant des enfants à charge. Les activités générées par l'OSEFM sont interdépendantes et permettent de financer l'association. D'une part, le centre de formation dispense des cours théoriques et pratiques. D'autre part, une coopérative de production fonctionne avec les jeunes femmes. Les deux axes sont liés par les cours pratiques (couture, fabrication de produits de nettoyage, fabrication de produits alimentaires) qui constituent à la fois une source de production et de revenus. Depuis sa création, l'association a acquis progressivement les moyens matériels nécessaires à son fonctionnement: locaux, terrains pour les cultures, machines à coudre, ateliers,...

Ce travail de recherche a été mené en parallèle au développement de l'OSEFM. Pour l'évaluer, une approche quantitative et qualitative a été choisie. Une analyse des résultats de la première promotion (formation 2004-2008) a permis de constater un bon taux de réussite des jeunes filles inscrites. Parallèlement, des entretiens biographiques ont été réalisés auprès de quatre jeunes filles qui avaient comme points communs: la perte des parents, le déracinement, l'asservissement, des situations de violence et le rejet de la société.

Toutes insistent sur la qualité de l'accueil reçu à l'OSEFM: le non-jugement, l'écoute et le partage de vécu douloureux sont surtout les éléments mentionnés. Elles pointent aussi leurs difficultés de suivre une formation de trois ans: leur régularité et leur application aux cours, leurs difficultés de compréhension et de concentration, leur manque de motivation et de confiance en soi. Elles relèvent aussi les progrès accomplis depuis leur entrée à l'OSEFM, notamment le passage de la dépendance à l'autonomie matérielle et intellectuelle. Elles ont acquis des connaissances qui leur permettent de mieux comprendre la société, des savoirs faire en matière d'activités génératrices de revenus, de gérer leur budget et leur ménage, en matière d'éducation de leurs enfants,.... Elles ont également acquis un savoir-être: le respect d'elles-mêmes et des autres, la vie en société, l'abandon de certains mauvais comportements comme l'agressivité, la violence et le recours à l'alcool.

Ainsi l'hypothèse et les sous-hypothèses émises se vérifient. Grâce à la formation, ces jeunes femmes ont retrouvé la confiance en elle et en la vie. Elles ont appris à aimer et à prendre soin de

## MÉMOIRES ISCO PRÉSENTÉS EN 2011 ET 2012

Les étudiants-es ont présenté et défendu avec succès leur mémoire. Nous tenons à les féliciter. Leurs résumés sont publiés dans les pages de *L'Esperluette*.

### Le 18 juin 2011

- Annie GEORGE (ISCO Namur Général 2006-2010)  
*Quel est l'envers de la déclaration Limosa?*
- Assia NAJAM (ISCO Bruxelles Général 2005-2008)  
*La pratique de la natation par les femmes maghrébines. Motivations et freins*
- Alphonsine YAMBA SAKINA (ISCO Bruxelles Développement régional 2003-2006)  
*L'insertion socioprofessionnelle des filles-mères dans la commune de N'Sele (Kinshasa, RDC)*

### Le 28 janvier 2012

- Pascale JEANGILLES (ISCO Bruxelles Général 2000-2003)  
*Peut-on tout dire, tout écrire? Le cas L. F. CELINE*
- Eric VANDENBERG (ISCO Charleroi Animation-Gestion 2005-2008)  
*La violence en milieu hospitalier*

### Le 24 mars 2012

- Lorenzo MARREDDA (ISCO Interrégional Groupe V, 2007-2011)  
*Quels emplois pour les Titres-Services?*





leurs enfants. Elles se sentent capables de gérer leur budget et leur ménage. Elles veulent qu'on les respecte elle ainsi que leurs enfants. Cette recherche m'a permis de prendre distance par rapport à ce projet dans lequel je suis fortement impliquée, d'identifier les points forts et faibles de la démarche de formation. De nouveaux horizons de réflexion pour l'avenir ont également été mis en évidence. L'importance de prendre en considération le travail en réseau avec d'autres acteurs de terrain a été un élément important. Il permet de renforcer l'efficacité des actions. C'est pourquoi une cellule de médiation et de l'orientation des victimes vers les services compétents a été créée en parallèle des autres activités de l'OSEFM. ■

## Le CIEP Hainaut Occidental aux couleurs du Sud

### FÊTE NORD-SUD

**Le 26 août 2012**, à Tournai, aura lieu la fête des partenariats Nord-Sud organisée à l'initiative de la Mutualité Chrétienne Hainaut Picardie et en collaboration avec Solidarité Mondiale et le CIEP Hainaut Picardie, pour la septième année consécutive. Cet événement aux couleurs de la solidarité locale et internationale aura pour objectif la sensibilisation aux relations «Nord-Sud». Solidarité Mondiale sera présente dans le village associatif pour présenter le voyage d'immersion 2012 au Sud-Kivu organisé au sein de la fédération MOC du Hainaut Occidental avec des permanents et militants des différentes organisations constitutives.

### QUINZAINE PALESTINIENNE «ENJAMBE LE MUR...»

**Du 6 au 19 octobre 2012**, la quinzaine palestinienne est organisée en partenariat avec les bibliothèques de Mouscron, Estaimpuis, Comines, l'ABP Wallonie picarde, l'ABP plate-forme mouscronnoise et ABP Comines et le CIEP HO.

VIVEZ LES FÊTES DE WALLONIE DE MANIÈRE SOLIDAIRE ET ÉQUITABLE

**DU 14 AU 16/09/2012**  
**PLACE L'ILON**

*Quartier Les Ponts Spaux*

www.pontspaux.be

En collaboration avec le Département du Cadre de Vie de la Ville de Namur  
Avec le soutien du Ministère de la Communauté française et de la Région wallonne  
Editeur responsable : Grégory Leclercq - Place l'Ilon, 17 - 5000 NAMUR.

### Au programme:

Semaine du livre palestinien: sensibilisation, présentation et lecture le:

- 9 octobre de 19h à 21h à la MJC de Comines (rue des Arts, 2)
- 18 octobre de 20h à 22h à la Bibliothèque d'Estaimpuis (Contour de l'Eglise, 2)
- 13 octobre de 10h à 12h avec la participation de Mohammed Aldirawi (écrivain palestinien à la Bibliothèque de Mouscron (rue du Beau Chêne, 20)
- Vendredi 19 octobre à 19h  
Free Palestine Festival (avec à l'affiche Walnut Groove, Bolino Magic Trio, Héroïne)

Et bien d'autres activités durant ces 15 jours.

### INFOS PRATIQUES:

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS, CONTACTEZ LE CIEP DU HAINAUT OCCIDENTAL (JACKY QUINTART)  
AV. DES ÉTATS-UNIS, 10 BTE 9  
7500 TOURNAI - TÉL.: 069/88.07.69  
COURRIEL: JACKY.QUINTART@CIEP-HO.BE  
WWW.MOC-HO.BE/

**ULTIME DÉFENSE DE MÉMOIRE**

**ISCO**

Contre-signée par les **FUNDP**

le 29 septembre 2012

INFO: RITA D'AGARO AU 02/246.38.42  
COURRIEL: RITA.DAGARO@CIEP.BE  
WWW.CIEP.BE/INDEX.PHP?P=G&ID=183

## Santé chez Soi Un combat quotidien

PAR FLORENCE LORIAUX ET  
ANNE DEKEYSER, CARHOP

**A** l'occasion du 25<sup>ème</sup> anniversaire de l'asbl «Santé chez Soi», le CARHOP a consacré un de ses Carnets à cette association de soins et d'aides à domicile active sur la commune de Schaerbeek. Créée en 1985 à Schaerbeek, *Santé chez Soi* a pour mission d'assurer au domicile de toute personne âgée, malade ou dépendante des soins infirmiers et d'hygiène, les concours nécessaires à l'accomplissement des actes essentiels de la vie. Elle veille aussi aux soins relevant d'auxiliaires médicaux tout en tenant compte de l'histoire, du vécu, des conditions économiques, sociales et psychologiques des patients dans une société où la difficulté de vivre dignement est récurrente.

Depuis plusieurs décennies, les soins et les services de santé se sont fortement développés sous l'effet de plusieurs facteurs: le vieillissement démographique; l'allongement de l'espérance de vie qui accentue les risques d'accroissement de la morbidité et des incapacités; le progrès technique médical qui accroît l'offre et la demande de soins; les normes sociales qui modifient les comportements des consommateurs (en effet, aujourd'hui, les personnes âgées consomment plus que les vieux d'hier).

Le projet de *Santé chez Soi*, développé initialement par Cécile Latour, Antoine Harmant, Joseph Wieme, Lucie Vanderwinne et Claire Leseul, fait face à un contexte de fermeture d'hôpitaux. Ce genre d'initiatives naît de la volonté d'un certain nombre de travailleurs licenciés pour des raisons économiques de recréer

le travail médical en dehors des institutions hospitalières. Progressivement, l'association est mise sur les rails et un dispositif de création d'emplois subventionnés pour les personnes sans emploi est mis en œuvre. L'association fournit une gamme de services qui se caractérisent par une approche multidisciplinaire visant à éviter l'hospitalisation par des services sanitaires et sociaux à domicile. Les soins sont donnés avec la compétence des savoirs de chaque profession en partant de la vie et des attentes des gens, contrairement aux services traditionnels soumis aux contraintes de subsides. Du temps est pris pour réfléchir en équipe sur la situation globale de chacun des bénéficiaires. Des solutions adaptées aux besoins de chacun sont chaque fois réajustées. La rentabilité est placée au second plan de l'activité. Une attention toute particulière est dédiée aux personnes déstructurées mentalement en veillant à une insertion digne et humaine dans la société où prime surtout l'économique.

Comme l'écrit Pierre Reman, «le travail réalisé par les professionnels et bénévoles de «Santé chez Soi» est un véritable combat avec toute l'ambivalence que comporte le travail. Rarement, les deux pôles qui caractérisent le travail ne sont aussi extrêmes que dans le cas de «Santé chez Soi». On n'est pas dans une situation où le travail est léger dans les deux sens du terme: léger dans ses exigences mais aussi léger dans le sens ou le contenu de ce travail. Ici, le travail est lourd et le sens du combat profond».

Le Colloque anniversaire du 1er octobre 2010 avait comme objectifs de présenter le travail au quotidien, le contact avec le bénéficiaire de service, les liens privilégiés développés avec le malade mais aussi les moments d'isolement du travailleur seul face au patient, les multiples changements de contextes de travail, le difficile exercice de la gestion du temps et des finances. Le débat a été organisé autour de quatre thèmes: le travail, l'argent, le temps, la maladie. À cette occasion, les travailleurs et travailleuses de l'asbl ont exceptionnellement tenu, durant un mois, un carnet de route dans lequel ils relaient leur pratique quotidienne, leurs difficultés mais aussi les émotions liées à des rencontres professionnelles.

Pour accompagner cet événement, le CARHOP a réalisé un reportage photographique sur le quotidien des travailleurs ainsi qu'une exposition retraçant l'histoire de l'association et les enjeux du secteur des soins à domicile. Cette publication sous la forme d'un Cahier se situe dans le prolongement de la rencontre. Diverses interventions, des extraits choisis des carnets tenus par les travailleurs et un reportage photographique d'Anne Dekeyser du CARHOP composent cet ouvrage original. ■

### POUR TOUTE INFORMATION:

MUTUALITÉ ST. MICHEL BOULEVARD ANSPACH  
111-115 - 1000 BRUXELLES  
TÉL: 02 501 58 58 - SITE: WWW.MC.BE  
WWW.CARHOP.BE

## Agir dans la crise:

### enjeux de l'enseignement de promotion sociale

**C**e sixième *Cahier du Cirtes* traite des rôles et enjeux de l'enseignement pour adultes et de l'enseignement tout au long de la vie en Fédération Wallonie-Bruxelles. Le nombre d'inscrits dans cet enseignement dit de «promotion sociale» est en augmentation constante, même si Georges Liénard et Joseph Pirson mettent en évidence les tensions et conflits qui traversent les politiques menées en faveur d'un public diversifié et en particulier face à des personnes socialement fragilisées. Dans le contexte actuel, il apparaît nécessaire de s'interroger sur les effets sociaux des mesures mises en place par l'État et les entreprises. Il est très important de développer, dans une vision prospective de l'enseignement et la formation tout au long de la vie (EFTLV), à la fois des compétences techniques et une culture générale contre les effets de déclassement et la croissance des inégalités.

Ce Cahier fait partie d'une collection créée à l'initiative du Centre Interdisciplinaire de Recherche Travail, Etat et Société de l'UCL, le Cirtes, qui a pour objectif de publier des études relatives aux rapports inégalitaires qui caractérisent nos sociétés ainsi qu'aux politiques publiques qui permettent d'y faire face. ■

GEORGES LIÉNARD ET JOSEPH PIRSON, *AGIR DANS LA CRISE: ENJEUX DE L'ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE*, LOUVAIN-LA-NEUVE, PRESSES UNIVERSITAIRES DE LOUVAIN, 2012 (CAHIER DU CIRTES N° 6).

L'OUVRAGE EST DISPONIBLE EN LIBRAIRIE OU SUR LE SITE I6DOC AU PRIX DE 8,00 € POUR LA VERSION

IMPRIMÉE ET DE 5,00 € POUR LA VERSION TÉLÉCHARGEABLE:

[WWW.I6DOC.COM/FR/LIVRE/?GCOI=28001100519160](http://WWW.I6DOC.COM/FR/LIVRE/?GCOI=28001100519160)

RENSEIGNEMENTS: ANNE-FRANÇOISE BRAY FOPES-CIRTES

COURRIEL: ANNE-FRANCOISE.BRAY@UCLouvain.be/



# Dates à épingler

## LA «RÉVOLUTION DES RHUBARBES» à Houyet

**DATE:** VENDREDI 21 SEPTEMBRE À 20H  
**LIEU:** PLACE DU VILLAGE À MESNIL-ÉGLISE  
 ORGANISÉ PAR LE COMITÉ DE VILLAGE À L'OCCASION DU WEEK-END DES «ARTS DÉBRIDÉS»  
**POUR EN SAVOIR PLUS:** [HTTP://REVOLUTIONDES RHUBARBES.BLOGSPOT.COM/](http://revolutiondesrhubarbres.blogspot.com/)

## LA FORMATION D'ADULTES: retrouver du plaisir

### dans un monde désenchanté

17ème Université d'Été des Formateurs d'Adultes du CUNIC

Le colloque réfléchira à comment retrouver du plaisir à former, comment susciter le plaisir d'être formé dans un contexte de plus en plus sombre, tout en replaçant le cadre de l'éducation permanente et de l'ISP, en s'interrogeant sur l'adéquation entre demande du politique et réalité de terrain, pour ouvrir le champ des possibles. Des ateliers sont également proposés autour de «Développement du pouvoir d'agir des acteurs de l'ISP», «Repenser le militantisme et l'engagement» et «Piste pour une évaluation positive et constructive, idées aux politiques». En parallèle, 12 séminaires sont également proposés du 20 au 30 août sur des thématiques originales.

#### MODALITÉS PRATIQUES:

**DATE:** 24 AOÛT 2012  
**LIEU:** CENTRE PME  
 CHAUSSÉE DE LODELINSART, 417 À GILLY  
**INFORMATIONS:** TÉL.: 071/65.48.62  
**PROGRAMME ET INSCRIPTION:**  
[WWW.CUNIC.BE/FORFOR/UE\\_2012/HOME.HTML](http://www.cunic.be/forfor/ue_2012/home.html)

## COLLOQUE

### «Accords, désaccords et malentendus: le sociologue comme médiateur dans l'espace public»

Interventions en plénières et 3 ateliers «Faire place à la surprise dans l'articulation entre la théorie et la pratique», «Le chercheur dans la cité», «Champ ou réseau?»

**DATES:** 18 ET 19 OCTOBRE 2012  
**LIEU:** FACULTÉS UNIVERSITAIRES SAINT-LOUIS, BRUXELLES  
**PROGRAMME:** ACCESSIBLE SUR  
[WWW.FUSL-CES.BE/INDEX.PHP?PAGE=AGENDA&VIEW=54](http://www.fusl-ces.be/index.php?page=agenda&view=54)  
**INFOS:** CENTRE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES  
 TÉL.: 02/211.79.70

## LE GENRE AU NORD ET AU SUD: L'ESSENTIEL EN 5 JOURS»

### une formation du Monde selon les femmes

Cette formation va vous permettre d'utiliser l'approche genre et ses outils pour construire des processus et des projets.

**Programme:** Concept de genre, outils d'analyse de genre, genre et coopération au développement, genre et développement durable, genre et intervention sociale, genre et gestion du cycle du projet, modes et stratégies de communication, éducation populaire et mobilisation pour l'égalité entre les femmes et les hommes, évaluation formative.

**Méthodologie:** Pédagogie participative qui repose sur l'expérience des membres du groupe, et qui alterne exposés, expériences du Sud et du Nord, exercices pratiques sur base de grilles d'analyse, jeux heuristiques, débat, supports audio-visuels, travail en sous-groupe, maïeutique créative. Supports didactiques remis aux participant·es.

**DATES:** DU 2 AU 6 JUILLET DU 9H15 À 17H  
**LIEU:** BRUXELLES  
**INFORMATION ET INSCRIPTION:** LE MONDE SELON LES FEMMES TÉL.: 02/223.05.12  
[WWW.MONDEFEMMES.BE/GENRE-DEVELOPPEMENT-FORMATIONS\\_BASIQUES\\_GENRE-NORD-SUD.HTM](http://www.mondefemmes.be/genre-developpement-formations_basiques_genre-nord-sud.htm)

## RENCONTRES D'ÉTÉ DU CADTM BELGIQUE

### Uni-e-s contre la dette: Audit - Annulation - Autres politiques

9 ateliers - 2 plénières - 1 projection/débat - 1 concert des rencontres... pour s'informer - se former - échanger - débattre sur les enjeux liés à la dette publique au nord et au sud de la planète

**DATES:** 7 ET 8 JUILLET 2012  
**LIEU:** CENTRE CULTUREL DE LA MARLAGNE  
**INFO ET INSCRIPTION:** EMILIE PAUMARD,  
 EMILIE@CADTM.ORG  
 CADTM, 345 AVENUE DE L'OBSERVATOIRE,  
 4000 LIÈGE - TÉL.: 04/226.62.85  
**PROGRAMME EN LIGNE:** [WWW.CADTM.ORG/](http://www.cadtm.org/)

## JOURNÉE D'ÉTUDE d'actualité politique du CIEP en lien avec les élections communales

**DATE:** 5 OCTOBRE  
**LIEU:** INSTITUT CARDIJN À LOUVAIN-LA-NEUVE  
**PROGRAMME:** VOIR  
[WWW.CIEP.BE/INDEX.PHP?P=G&ID=9](http://www.ciep.be/index.php?p=g&id=9)  
**INFORMATION:** CIEP - TÉL.: 02/246.38.41



© REPORTAGE PHOTO & 72

## Adresses des centres régionaux du CIEP

**BRABANT WALLON**  
 boulevard Fleur de Lys, 25  
 1400 Nivelles  
 067/21.89.91

**BRUXELLES**  
 rue Pléinckx, 19 - 1000 Bruxelles  
 02/557.88.35

**CHARLEROI - THUIN**  
 boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi  
 071/31.22.56

**DINANT - PHILIPPEVILLE**  
 rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney  
 083/21.24.51

**HAINAUT CENTRE**  
 La Louvière:  
 rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière  
 064/23.80.20

**Mons:**  
 rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons  
 065/35.39.63

**HAINAUT OCCIDENTAL**  
 Tournai:  
 av. des Etats-Unis, 10 Bte 8  
 7500 Tournai  
 069/88.07.64

**Ath:**  
 rue de Gand, 28 - 7800 Ath  
 068/84.34.31  
**Mouscron:**  
 rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron  
 056/33.48.68

**LIÈGE-HUY-WAREMME**  
 Liège:  
 rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège  
 04/232.61.61

**Huy:**  
 av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy  
 085/21.11.33

**LUXEMBOURG**  
 rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon  
 063/21.87.33

**NAMUR**  
 place l'Illon, 17 - 5000 Namur  
 081/22.68.71

**VERVIERS**  
 rue du Centre, 81 - 4800 Verviers  
 087/33.77.07

**CANTONS DE L'EST**  
 VHS - Rotenbergplatz, 19  
 4700 Eupen  
 087/59.46.30



**Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC** (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

**Notre originalité** réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

**L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.**

**Contact:**

Centre d'Information et d'Education Populaire  
Chaussée de Haecht, 577-579  
1030 Bruxelles  
Tél.: 02/246.38.41-42-43  
Fax: 02/246.38.25  
Courriel: [communautaire@ciep.be](mailto:communautaire@ciep.be)



**Avec le soutien de**



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

